

CEDOC
FONS
A. VILADOT



Missiles américains en RFA, pointés vers l'Est.

La crise afghane a révélé mieux que n'importe quoi les contours réels du paysage politique international. Quand l'administration Carter s'est saisie du prétexte de l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan pour relancer la guerre froide, la question de la défense de l'URSS contre l'imperialisme s'est posée d'une façon plus aiguë et plus immédiate que jamais, et ce depuis la crise des missiles de Cuba en 1962. La "question russe", ce critère décisif pour distinguer les marxistes révolutionnaires de tous ceux qui hésitent, reculent ou capitulent devant les pressions de la bourgeoisie, a été une fois de plus remise à l'ordre du jour. Dans le conflit militaire qui oppose les soldats soviétiques soutenant le PDPA aux forces féodales et pré-féodales appuyées par l'imperialisme, les marxistes sont du côté des forces représentant le progrès social; aujourd'hui ces forces en Afghanistan sont derrière les chars russes. C'est pourquoi la tendance spartaciste internationale (TSI) s'est exclamée avec force : Salut à l'Armée rouge ! Etendez les acquis de la Révolution d'Octobre aux peuples afghans !

La "campagne pour les Droits de l'homme" de Carter est apparue ouvertement pour ce qu'elle a toujours été : un cri de guerre anti-soviétique. La victoire du "monde libre", c'est l'achat des femmes à marier et le voile, l'usure et le servage. De plus, l'intervention soviétique n'est que le prétexte : la CIA arme déjà les rebelles musulmans et la politique de réarmement massif avait été entamée bien avant l'Afghanistan. Ils ont installé quelques 600 missiles nucléaires en Europe, s'appretent à armer la Chine, et essayent de provoquer des troubles populaires en URSS avec un embargo sur les céréales et de saboter les Jeux olympiques de Moscou ; le but des Américains est clair : c'est le "containing" de Truman et le "rollback" (reconquête) de Dulles qui recommandent.

La "campagne pour les Droits de l'homme" de Carter est apparue ouvertement pour ce qu'elle a toujours été : un cri de guerre anti-soviétique. La victoire du "monde libre", c'est l'achat des femmes à marier et le voile, l'usure et le servage. De plus, l'intervention soviétique n'est que le prétexte : la CIA arme déjà les rebelles musulmans et la politique de réarmement massif avait été entamée bien avant l'Afghanistan. Ils ont installé quelques 600 missiles nucléaires en Europe, s'appretent à armer la Chine, et essayent de provoquer des troubles populaires en URSS avec un embargo sur les céréales et de saboter les Jeux olympiques de Moscou ; le but des Américains est clair : c'est le "containing" de Truman et le "rollback" (reconquête) de Dulles qui recommandent.

Pour l'Armée rouge, contre la réaction islamique !

Il y a presque 30 ans, le dirigeant trotskyste américain, James Cannon, disait de la première guerre froide :

"Derrière toute l'hypocrisie des bravadeuses diplomatiques, ce qui est réellement en jeu dans la guerre froide, c'est un conflit d'intérêts de classe et de systèmes sociaux et économiques, qui ne peut pas être résolu pacifiquement. L'imperialisme américain, principal représentant d'un système social en décomposition, et donc le sort est inévitabillement lié au sort du capitalisme à l'échelle mondiale, est par nécessité l'allié des capitalistes réactionnaires, des propriétaires, des usagers et des exploitants coloniaux partout dans le monde."

— *The Road to Power*, 1951

Aujourd'hui donc, la victoire des rebelles islamiques en Afghanistan signifierait la perpétuation du servage féodal et pré-féodal jusque dans le dernier quart du XXe siècle. C'est pour cela que nous avons appelé à la victoire militaire du régime de Kaboul.

Brejnev et Cie poursuivent leur politique trâtre et recherchent la "coexistence pacifique" avec les imperialistes "démocratiques" et les bourgeoisies "nationales". La bureaucratie soviétique a créé de criminelles illusions avec ses avances politiques à la bourgeoisie française, ce qui implique l'appui sur le "non-alignement" conjoncturel et intéressé de Giscard. Les alliances politiques avec les bourgeoisies soi-disant "progressistes" sont une politique qui a valu au prolétariat de nombreux bains de sang — de Djakarta à Santiago — ou qui a prolongé inutilement de plusieurs décennies le combat héroïque des ouvriers et des paysans indochinois. Mais au moins, lorsqu'ils ont senti le souffle brûlant de la contre-révolution à leur porte, les bureaucrates du Kremlin n'ont pas été assis de libéralisme décadent. A Kaboul les Antonov ont atterri toutes les deux minutes. Lors d'un entretien avec Chaban-Delmas à Moscou en janvier dernier, Brejnev aurait dit que l'URSS "ne tolérer pas" que les Etats-Unis fournissent un armement nucléaire à la Chine et aurait déclaré : "Croyez-moi, après la destruction des bases nucléaires chinoises par nos missiles, il ne restera pas beaucoup de temps aux Américains pour choisir entre la défense de leurs alliés chinois et la coexistence pacifique avec nous".

Au moment où les Russes sont la cible favorite de la campagne hysterique de guerre froide de Carter — rupture des traités de détente, arrêts des envois de céréales, appareils de l'Aeroflot retenus à New York, tentative des contrôleurs de l'air de New York de saboter l'atterrissement d'un avion soviétique à bord duquel se trouvait l'ambassadeur de l'URSS à Washington — l'ultimatum de Brejnev est tout à fait raisonnables.

Les occidentaux aimeraient bien que l'Afghanistan devienne "le Vietnam de l'URSS", mais les forces armées soviétiques sont parfaitement capables de venir à bout de cette rébellion désorganisée et mal armée. Qu'adviendra-t-il alors du pays ? En l'absence de ne serait-ce qu'un prolétariat des plus rudimentaires, les ingrédients essentiels pour la libération des peuples afghans doivent provenir de l'extérieur de cette région où c'est le mode tribal qui domine. Si le pays est effectivement incorporé au

bloc soviétique, il ne peut devenir aujourd'hui qu'un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. En comparaison avec les conditions actuelles de l'Afghanistan, cela représente un immense pas en avant. Le contraste énorme que l'on constate entre le sort de la femme en Asie centrale soviétique et celui qu'elle connaît dans n'importe quel autre pays islamique en est une indication. Mais il faudra, pour ouvrir des horizons d'abondance économique et d'égalité internationale, une révolution politique du prolétariat qui balayera la bureaucratie stalinienne parasitaire. Et cette révolution devra être liée à des révolutions socialistes en Asie du Sud et au Proche-Orient, ainsi que dans les bastions de l'imperialisme.

L'Afghanistan a réchauffé l'atmosphère de guerre froide qui règne, à des températures diverses, depuis que la Révolution d'Octobre a renversé le capitalisme en Russie. Comme la doctrine Truman de 1947, la "doctrine Carter" est une tentative de mobiliser l'opinion publique en faisant passer la politique anti-soviétique du gouvernement américain pour une réponse à une crise. Pour Truman, la crise, c'était la Grèce ; pour Carter c'est l'Afghanistan. Truman avait à faire à un public à la mentalité semi-isolationniste, Carter, lui, doit compter avec le "syndrome vietnamien". Ce n'est que grâce à l'indignation provoquée par la prise d'otages de l'ambassade de Téhéran que le sentiment de suspicion envers le gouvernement américain a pu être combattu et que la flambée de chauvinisme provoquée par les mullahs iraniens a pu être redirigée contre l'intervention des Soviétiques.

La différence entre la doctrine de guerre froide de Truman et celle de Carter n'est pas le ton ou les sentiments anticomunistes, ou même la méthode, mais les possibilités historiques objectives.

Quand Truman lança son plan d'attaque contre le communisme, les Etats-Unis sortaient de la guerre qui avait fait d'eux une puissance hégémonique tant sur le plan politique qu'économique. L'imperialisme britannique venait de s'effondrer dans le bassin méditerranéen, et les Etats-Unis étaient devenus le seul grand pays à pouvoir mettre en place et maintenir une économie capitaliste relativement stable en remplaçant l'or

autre page

Pour une grève générale en Grande-Bretagne!

LONDRES, le 4 mars — "Qu'est-ce qu'on veut? 20% ! Comment on l'aura ? Grève générale !" crient les deux mille sidérurgistes en grève qui ont manifesté aujourd'hui dans les rues de Sheffield. En prenant d'assaut et en occupant les bureaux locaux de la British Steel Corporation (BSC), ils ont montré ce qu'ils pensaient de la dernière tentative de patronat pour les forcer à terminer la grève aux termes de la BSC. Ils ont pris des milliers de bulletins de vote sur la dernière proposition de la BSC — qui avaient été distribués par la compagnie par-dessus la tête des syndicats au cours de la semaine précédente — et les ont jetés par la fenêtre et du haut des toits ; en bas, ils en ont fait deux grands feux de joie.

Après dix semaines de piquets de masse infatigables, après des affrontements violents avec la police, des centaines d'arrestations, des incendies criminels et des descentes de police nocturnes sur le local central de la grève, après dix semaines au cours desquelles ceux qui se prétendent dirigeants ouvriers les ont ignoblement poignardés dans le dos, les grévistes n'ont rien perdu de leur détermination à mener la lutte à la victoire. De Sheffield, d'Écosse et du Sud du Pays de Galles nous parvient le même message : ce n'est pas un scrutin de la BSC qui va nous arrêter, alors que ni le gouvernement, ni la presse, ni les tribunaux, ni les élus n'y sont parvenus. "Le temps a endurci beaucoup de gens", dit un gréviste devant les locaux de l'ISTC (Fédération syndicale de la métallurgie) à Londres. "Ils ne savaient pas ce qui était en jeu — ils pensaient que c'était une question de salaires. A présent nous savons que ce n'est pas ça. Si nous perdons cette fois-ci, c'en est fini du mouvement syndical."

Une défaite des sidérurgistes signifierait que 50.000 emplois, c'est-à-dire un tiers de tous ceux de British Steel, seraient immédiatement menacés. Et à British Leylands (BL), autre compagnie nationalisée, le licenciement du délégué ouvrier principal, Derek Robinson, par le gouvernement tory est un grand pas vers l'étranglement de la structure des shop-stewards, le cœur du mouvement syndical. Mais les actions dominicales, comme celle appelée par le TUC (Confédération syndicale nationale) pour le 9 mars, n'arrêteront pas les coupes sombres dans les services sociaux et ne pourront pas défendre les salaires contre les ravages d'une inflation de 20%. Et les grands discours de Callaghan et de Benn (dirigeants du Parti travailliste) à Westminster ne liquideront pas la loi Prior anti-grève — si tant est que ces dirigeants trahissent leur liquider — et ne rendront certainement pas son emploi à Robinson.

Mais une grève générale pourrait le faire ! Les militants de tous les secteurs doivent exiger que leurs syndicats se joignent aux sidérurgistes en grève ; ils doivent organiser des comités de grève communs et envoyer des délégués de ces comités à une conférence nationale de grève qui pourra mettre en échec le sabotage bureaucratique et assurer

le plus haut degré d'unité. Il faut forcer le TUC à appeler à une grève générale nationale immédiate et illimitée autour des objectifs de revenir sur les licenciements, les attaques contre les syndicats, les réductions des services sociaux, et de gagner une échelle mobile des salaires et des retraites comme protection contre l'inflation, et la répartition du travail entre tous à plein salaire ! Il est nécessaire d'écraser le programme anti-ouvrier des Tories et le gouvernement détesté de Thatcher. Ainsi, une grève générale victorieuse, même en débutant sur des buts défensifs nécessairement limités, pourrait ouvrir une

La simple combativité ne suffit pas. Il faut rompre avec le cadre capitaliste de luttes sectorielles visant à obtenir une part d'un gâteau de plus en plus petit. Ce que le syndicalisme économique militant offre comme programme "politique", c'est le Labour Party. Callaghan "dirige" les travailleurs en demandant l'arrestation des piquets de grève ; Benn est pour le "socialisme" dans l'avenir, mais pour le moment, il veut le contrôle des salaires et des importations. En fait, pas un seul député du Labour n'a mené de campagne pour une grève générale. Et vers quoi le Labour Party va-t-il "diriger" les ouvriers ? Vers les bancs de Westminster ? Le socialisme ne pourra jamais venir de là ! Il faut une révolution ouvrière pour écraser l'Etat capitaliste et extirper à la racine le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie.

Un gouvernement ouvrier doit émerger d'organes de pouvoir ouvrier (comités de grève, d'usines, conseils d'action, soviets) et se baser sur eux. Et avant tout, il lui faut, pour gagner, la direction d'un parti communiste d'avant-garde. Le Labour Party ne peut gouverner que dans le cadre du parlementarisme capitaliste, et son but est de le maintenir contre toute menace de révolution. Après des années de réduction des salaires par le Labour, une grande partie de sa base ouvrière manque aujourd'hui clairement d'enthousiasme devant un nouveau cabinet du Labour. Mais avec un peu de rhétorique antitory, et en l'absence d'une alternative révolutionnaire crédible, la classe ouvrière dirigera encore une fois ses espoirs vers son parti historique lié organiquement avec le mouvement syndical.

Quant aux alternatives "de-gauche" au Labour, leur incapacité à avancer un programme pour les ouvriers est suffisamment démontrée par le fait qu'ils ont tous appelé à voter pour cinq autres années de "contrat social" du Labour aux dernières élections, et par leur incapacité à présenter la moindre espèce de perspective viable pour la victoire au cours de la bataille de classe cruciale aujourd'hui. Le Parti communiste, qui bénéficie d'un soutien important parmi les mineurs et les ouvriers de l'automobile, n'a rien fait pour mettre un secteur quelconque en grève illimitée. Et le Socialist Workers Party, le plus grand des groupes d'"extrême-gauche", refuse à ce jour d'appeler à une grève générale — au grand mécontentement de certains de ses membres. Et tandis que des groupes centristes comme l'International Marxist Group et la Workers Socialist League ont tardivement appelé à la grève générale, ils s'enthousiasment actuellement pour la "journée d'action" dominicale du TUC comme étant un pas-en avant. Alan Thornett, dirigeant de la WSL, qui a pourtant eu aujourd'hui à Sheffield l'occasion de s'adresser à près de 2.000 sidérurgistes, n'a même pas fait mention d'un combat pour la grève générale, et n'a rien trouvé de mieux que d'appeler les travailleurs de l'automobile et de la sidérurgie à former des groupes communs pour faire pression sur les délégués de BL.

Il faut une direction révolutionnaire

Ce n'est pas par hasard qu'en dépit de nos moyens modestes et de notre histoire limitée en tant que tendance organisée en Angleterre, l'intervention de la Spartacist League (SL) ait connu un écho parmi les grévistes combattifs. Nos tracts appelant les travailleurs de BL à se joindre aux sidérurgistes dans la grève furent affichés sur les tableaux d'information à l'intérieur de la Leylands. Une réceptivité similaire a accueilli un tract de la SL distribué au rassemblement de grévistes à Rotherham le 2 mars, où nos mots d'ordre pour la grève générale (répétés à Sheffield aujourd'hui) ont été repris avec enthousiasme, tout comme maintenant aussi notre appel à brûler les bulletins de vote de la BSC. Le vide au niveau de la direction de cette grève est tellement apparent qu'en même un noyau relativement petit de militants communistes dans les comités de grève pourraient avoir un certain impact sur le déroulement de la lutte.

Les trahisseurs du Labour et les "révolutionnaires" reculent instinctivement devant la grève générale, parce qu'ils pose rapidement la question des questions : quelle classe doit diriger l'Angleterre aujourd'hui ? La question en Angleterre aujourd'hui CEDOC

suivez page 22



Manifestation des sidérurgistes à Sheffield le 18 février

perspective pré-révolutionnaire. Autrement, le capitalisme britannique en déclin ne peut que saigner les travailleurs — dont le niveau de vie est déjà parmi les plus bas en Europe. En même temps, le déclin apparemment impossible à arrêter de la société britannique provoquera un désespoir réactionnaire parmi la petite-bourgeoisie.

Grève générale et gouvernement ouvrier

Il est clair que ce qui manque dans cette grève ce n'est pas la combativité — c'est une direction véritable. La grève est arrivée à un carrefour — elle exige d'urgence une direction non seulement prête à lutter, mais qui dépasse les limites étroites du simple syndicalisme.

Un piquet de masse qui a réussi à fermer Fieldings, et l'immenne majorité de "non" contre un accord catégoriel séparé des ouvriers qualifiés de la BSC le 14 février ont créé une poussée puissante pour étendre la grève à la Leylands, aux travailleurs des mines et aux égoutiers. Une semaine plus tard, cette poussée avait été enrayer par une série de reculs infligés par la bureaucratie, qui firent les délices de la bourgeoisie. Les travailleurs de BL à Longbridge sont passés outre à un appel de grève pour défendre Robinson, des piquets de masse de 2.000 personnes n'ont pas réussi à fermer le bastion jaune de Steerness, et les mineurs gallois votèrent par 46 pourts contre 8 contre la recommandation de grève de leur direction. La semaine dernière, des sidérurgistes du secteur privé ont également repris le travail.

La raison n'en est pas un "nouveau sens des réalités dans les ateliers" comme le prétend la presse bourgeoisie, mais la bonne vieille trahison. Lorsque Robinson fut licencié en novembre 1979, les travailleurs de BL débrayèrent par milliers. Ils voulaient se battre. Mais Terry Duffy, dirigeant de l'AUEW (syndicat des mécaniciens) — avec l'accord criminel de Robinson et des autres "convenors" (délégués centraux) du Parti communiste — les fit rentrer pour attendre l'issue de son "enquête" de brisage de grève, laissant ainsi deux mois au patronat de la Leylands pour mener une campagne massive de propagande contre "Robbo le Rouge". Le vote des mineurs gallois, quant à lui, ne suivit que de quelques jours l'ajournement par le TUC gallois de son appel à la grève générale. Mais la combativité des grévistes reste intacte, comme l'ont montré les 11.000 manifestants en前列 lors des rassemblements de grève à Scunthorpe et Rotherham les 1er et 2 mars, et les 2.000 grévistes de Sheffield qui ont mis le feu à leurs bulletins de vote aujourd'hui.

LE BOLCHEVIK

Journal de la Ligue trotskyste de France
Tendance spartaciste internationale

DIRECTEUR DE PUBLICATION:

Jean Lécuyer

IMPRIMERIE: Minographie
10 rue Juillet 75020 Paris

CORRESPONDANCE: Le Bolchévik
B.P. 421 09 75424 Paris Cedex 09
Téléphone : 208 01 49

ABONNEMENT: 20 F les 6 numéros

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue du comité de rédaction.

Commission paritaire n° 59 267

Syndicalisme étudiant... mon oeil !

20 mars -- Depuis que cet article a été écrit, son argument central a été confirmé par la scission du MAS par les partisans de la Ligue communiste internationaliste, qui crée encore un nouveau "syndicat étudiant". Tout en hurlant à l'unité dans le meilleur style lamarckien, la LCI fulmine contre les organisations "para-syndicales" et "anti-syndicales" et réclame la purge de tous les "autogestionnaires" de l'UNEF réunifiée. Les bureaucraties étudiantes veulent éliminer tous les obstacles à la corée de force qu'elles cherchent à mettre sur les luttes étudiantes.

On ne pourrait trouver meilleure illustration de la supercherie qu'est le "syndicalisme étudiant": la suppression de tout débat politique au profit de groupes-parevants économiques et politiques. Mais évidemment les divergences politiques réapparaissent sous une forme camouflée. Comme le meeting du 20 mars à la Mutualité l'a montré, la LCI et l'OCI ont l'intention de tirer de leur poche organisationnel dans l'extrême-gauche les conclusions qui s'imposent. Il reste à voir si la LCI se laissera passer la corde au cou en entrant dans une UNEF totalement contrôlée par les lamarckiens. Mais "unité" ou pas, le résultat est plus ou moins le même : la banque-route du corporatisme étudiant.

"Unité" : c'est aujourd'hui le mot de passe dans l'extrême-gauche étudiante. Deux des trois "syndicats étudiants" de gauche, le Mouvement d'Action syndicale (MAS) et l'Union nationale des Etudiants français/Unité syndicale (UNEF/US), ainsi que la scission imminente de l'UNEF (ex-Renouveau) ont annoncé en grande fanfare qu'ils vont fusionner — au plus petit dénominateur commun politique — afin de recréer la grande UNEF des années 60.

Le MAS est, tout comme les Jeunesse communistes révolutionnaires (JCR), un groupe paravent de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) centriste. Crée avec les encouragements et la bénédiction de la CFDT et du PSU, puis scissionné minoritairement par ces réformistes, le MAS, sous le contrôle de la LCR, critiquait le "corporatisme étudiant" de l'UNEF/US, qui sous la férule des sociaux-démocrates de l'Organisation communiste internationale (OCI) appelait à l'unité de tous les étudiants sur la base des réformes les plus minimales. Dans son document de fondation, le MAS déclare même que "l'unité n'est pas un talisman magique". Amusant, non ?

Dans la pratique, le MAS s'est avéré être plus ou moins la même chose que l'UNEF/US. On ne sera pas surpris de voir qu'ils réclament maintenant "un syndicat de tous les étudiants", qui ira jusqu'à "chasser les cafétérias privées" et "remettre le service des photocopies" ! Maintenant, la LCR cherche désespérément un marais plus grand, alors que les stalinophobes forcenés de l'OCI rêvent de créer un cordon sanitaire autour de l'UNEF contrôlée par les staliens. Mais les révolutionnaires n'ont pas à prendre parti dans ces manœuvres stériles, ni à se préoccuper du problème des centristes de la LCR face aux bureaucraties étudiantes mieux organisées de l'OCI.

Unis... dans le sabotage de la grève

L'OCI et la LCR présentent l'unité des "syndicats étudiants" comme une véritable panacée. Pourtant, les premiers fruits de cette unité ont été amers : les luttes étudiantes à l'Université de Rouen et de Tolbiac à Paris ont été sabotées. Dans les deux cas, il s'agissait d'actions protestant contre la répression dont sont victimes les étudiants étrangers dans le cadre de la circulaire Bonnet raciste qui les vise, s'ajoutant à la loi Stoléru qui vise à chasser les ouvriers immigrés.

A Rouen, sept étudiants marocains devaient, grâce aux bons soins du président de l'Université, passer devant le conseil de discipline national et risquaient ainsi de se faire expulser de France et de se retrouver dans les prisons du Maroc.

Au départ, l'UNEM (organisation d'étudiants marocains, pro-stalinien) refusa de prendre la défense des étudiants parce qu'ils étaient du mauvais côté sur la question du Polisario.

Puis l'UNEM finit par accorder un soutien tiède aux étudiants en question, et le MAS les suivit. Ils appellèrent à une manifestation et envoyèrent une délégation au président de l'Université. A cette manifestation, la Ligue trotskiste de France (LTF) portait des pancartes condamnant non seulement les mesures disciplinaires prises contre les sept étudiants, mais aussi les lois Bonnet-Stoléru et l'expulsion des étudiants étrangers, ainsi que celle des ouvriers immigrés. Le MAS, quant à lui, se préoccupait surtout d'une pétition pour... "l'unité", bien sûr !

Finalement, on appela mollement à une grève. Il n'y eut de piquets que dans une seule fac et un seul bâtiment, celui de la faculté de Droit, fut occupé. Toutes les discussions politiques furent éludées lors des assemblées générales et la grève finit par s'éteindre.

Au beau milieu de la grève, le MAS convoqua une

assemblée générale sur le seul problème des inscriptions au cours de laquelle il refusa que l'on discute de la circulaire Bonnet.

Mais la chose la plus scandaleuse à Rouen fut que le MAS toléra la présence de fascistes à plusieurs des assemblées générales. Malgré les objections de nombreux étudiants, les dirigeants de la LCF se prononcèrent en fait en faveur de la présence de cette vermine au nom de la "démocratie", de la "liberté d'expression" et de la possibilité de "convaincre" ces crapules racistes. Leur rejet de la ligne de classe conduit au refus de combattre ce qui est un péril mortel pour la classe ouvrière.

A Tolbiac, le MAS/UNEF/US appela à une grève contre l'expulsion menaçant trois étudiants. Cette grève dirigée par une alliance LCF-OCI fut plus symbolique que combatitive. Il n'y eut pas de piquets malgré les appels répétés des militants de la LTF. Ainsi, bien que la grève ait été approuvée par une assemblée générale, la faculté ne fut pas fermée. Au bout de deux jours de grève, les bureaucraties du MAS et de l'UNEF/US imposèrent un vote pour une manifestation devant le ministère de l'intérieur. Il était implicitement entendu dans cette proposition, et tout le monde le savait, que la manifestation devait marquer la fin de la grève. Ceci fut confirmé par le fait que l'Union des étudiants communistes (UEC), qui s'était opposée à la grève depuis le début, soutint la proposition de manifestation.

La LTF avança un programme pour transformer cette grève en une véritable grève qui pourrait servir de détonateur à une grève nationale des étudiants contre la circulaire Bonnet. Il aurait pour cela fallu former des piquets de grève combatisants afin de fermer la fac, gagner le soutien actif des syndicats du personnel et des enseignants et relier les luttes des étudiants contre la circulaire Bonnet à la nécessité d'une lutte des ouvriers contre les lois Stoléru.

A Tolbiac comme à Rouen, la base de l'unité MAS/UNEF/US était claire : c'était le refus de mener une lutte réelle contre les lois Bonnet-Stoléru. Il en est de même pour la grève générale d'un jour du 14 mars qui n'est qu'un moyen de faire monter à Paris des étudiants afin de se livrer à la distraction favorite de l'OCI : une manifestation qui n'est qu'une tactique de pression parlementaire. Certains membres de la LCF qui parlent plus facilement qu'ils ne pensent ont été jusqu'à déclarer que nos appels à des grèves réelles et à une orientation ouvrière nous mettent dans un bloc avec — devinez qui ? — les autonomes ! Cet amalgame grotesque ne peut provenir que de bureaucraties étudiantes qui pensent qu'il faut être cinglé pour s'opposer à leur économisme et à leur légalisme.

Qu'est-ce qu'un syndicat étudiant ?

Il est malheureusement nécessaire de donner aux maniques de l'unité de la LCR et de l'OCI une leçon de marxisme élémentaire. Il y a une différence fondamentale entre un syndicat ouvrier et un "syndicat étudiant". Les syndicats ouvriers sont les organisations de masse de la classe ouvrière, basées sur les intérêts de classe communs du prolétariat et qui doivent donc être ouverts à tous les ouvriers.

Les étudiants ne sont évidemment pas une classe au sens marxiste du terme. Non seulement c'est une catégorie hétérogène, mais c'est aussi un état passager. Quelques-uns d'entre eux deviendront ouvriers, la grande majorité seront des employés petits-bourgeois ou des techniciens et certains seront même partie de la classe dirigeante. Quels intérêts peuvent-ils avoir en commun ? Les étudiants révolutionnaires n'ont certainement rien en commun avec les étudiants fascistes ! Pour se trouver une base d'intérêts communs, les "syndicats étudiants" sont obligés de repouser sur les revendications les plus minimales et d'avoir un programme réformiste-libéral. Cette vision corporatiste fait partie d'une conception pluraliste bourgeoise et masque complètement ce sur quoi les marxistes veulent précisément insister : la ligne de classe.

Il est important pour la construction du parti d'avant-garde que son groupe de jeunesse se tourne vers les étudiants, tout en subordonnant cette orientation au travail principal du parti qui est dans la classe ouvrière. Le mouvement étudiant est en effet souvent un terrain de débats politiques de la gauche. Le travail étudiant peut donc faire partie du processus de scissions, de fusions et de regroupements qui mènent à la cristallisation du noyau du parti d'avant-garde. A plus long terme il sera également important, pour vaincre les forces de la réaction capitaliste, de gagner la plus

grande partie possible de ce milieu politiquement instable que constituent les étudiants, de même que d'autres couches non-prolétariennes de la société, afin qu'ils identifient leurs intérêts à ceux du prolétariat.

Unis... dans le refus de traiter les questions politiques

Déterminer la ligne de classe ou défaire de politique en général est la dernière des préoccupations des groupes étudiants de la LCF et de l'OCI. Quand l'Armée rouge repousse les mulahs afghans, la "question russe" provoque de violentes discussions dans les usines et dans les facultés. La position d'un groupe "d'extrême-gauche" sur la "question russe" est aujourd'hui le meilleur indice de son attitude par rapport à la bourgeoisie. Le réformisme stalinophobe de l'OCI (qui est entièrement du côté des mulahs) et la tentative pathétique de la LCF de capituler à la fois devant le PCF et devant les eurocommunistes (elle est à cheval sur les deux camps en Afghanistan) sont symptomatiques.

Le problème pour tous les étudiants de gauche politisés est "de quel côté êtes-vous?", et la réponse de ces pseudo-trotskistes est un baratin creux sur l'unité, dépourvu de toute substance politique. En contraste éclatant, la LTF a fait du soutien à l'Armée rouge et de son opposition aux menaces impérialistes contre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique des questions centrales de son intervention dans la gauche étudiante. A Rouen et à Tolbiac, la LTF a refusé le cadre d'esprit de clocher des bureaucraties étudiantes.

En fait, la question russe s'est posée à plusieurs reprises durant la grève de Tolbiac. Lorsque les anti-communistes de l'OCI ont attaqué l'UEC, non pas pour son cassage de la grève mais aux cris de "A Moscou" qui est le mot d'ordre traditionnel de la droite ; lorsque on a annoncé une manifestation de soutien au dissident pro-impérialiste Andreï Sakharov à une assemblée générale, il était évident qu'on ne pouvait couper artificiellement l'Université des questions politiques plus générales.

Quelles tâches pour les étudiants révolutionnaires ?

La LCF et l'OCI brandissent le modèle de l'UNEF des années 60. Il est effectivement vrai que l'UNEF fut un instrument de lutte étudiante contre l'impérialisme français pendant la guerre d'Algérie. Mais la question n'était pas "l'union de tous les étudiants". Au contraire, l'UNEF dut se débarrasser des étudiants libéraux et réactionnaires avant de pouvoir jouer ce rôle anti-impérialiste. De plus, les éléments les plus combattifs avaient formé le "Front universitaire anti-fasciste" qui s'opposa rapidement à l'UNEF plus conservatrice.

Quand une organisation étudiante regroupe toute une génération de jeunes militants de gauche (comme cela s'est vu avec le SDS aux Etats-Unis, avec le SDS allemand et l'UNEF) une différenciation politique et des scissions se produisent inévitablement. Non seulement beaucoup de militants d'extrême-gauche quittèrent le cadre de l'UNEF après Mai 68, mais la scission entre les partisans de l'UEC et ceux de l'AJS/OCI un an plus tard, qui constitueront chacun leur UNEF sur mesure, marqua définitivement la fin de l'UNEF en tant qu'organisation unique de la gauche sur les bancs. La tâche de véritables trotskistes est d'intervenir dans de telles organisations afin de les scissionner programmatiquement et de gagner les éléments révolutionnaires au parti d'avant-garde.

Au contraire, la LCF comme l'OCI ont après 68 réagi avec un mélange d'imprévisionnisme et d'opportunitisme. Pendant des années, les publicistes ont traité les étudiants comme un ersatz d'avant-garde révolutionnaire, et l'OCI a commencé à parler de la "jeunesse" comme d'une force révolutionnaire en soi et à appeler à une "internationale révolutionnaire de la jeunesse" (non-trotskiste) à Essen en 1971.

Ils ont donc créé des groupes étudiants de masse "paravent" qui ne sont pas plus "indépendants" que ne le sont leurs groupes de jeunesse respectifs (les

ABONNEZ-VOUS !

au journal de la
Ligue trotskiste de France!

LE BOLCHEVIK : 20 F-6 numéros, 30 F-hors Europe

NOM : _____

ADRESSE : _____

Chèques à l'ordre du Bolchévik.

Bulletin à retourner au Bolchévik, B.P. 421 09 75424 Paris cedex 09

LE BOLCHEVIK 4

Mars, Mois des citernes, Jeux Olympiques

Menaces impérialistes contre l'URSS

UAB

Biblioteca de Comunicación

Iran :

Pourquoi ils ont menti pour Khomeiny

Avec l'intervention soviétique en Afghanistan, la question de classe s'est posée sans ambiguïté possible : de quel côté êtes-vous, du côté de l'impérialisme américain ou du côté de la défense des acquis de la Révolution d'Octobre en Union soviétique ? Les réactionnaires islamiques qui gouvernent l'Iran ont fait leur choix. Lorsque Carter et Brezhnev ont appelé à une sainte-alliance anti-soviétique, c'est vers l'Iran qu'ils regardaient. Avec l'invasion de l'Afghanistan, les mullahs ont payé cette attention de retour. La question des otages de l'ambassade américaine a été subordonnée à la campagne ouverte belliciste de Carter contre l'Union soviétique. Grâce au petit jeu diplomatique qui a eu lieu aux Nations-Unies pour sauver la face, la "réconciliation" entre le président et l'imam est maintenant en bonne voie. Évidemment, cette volte-face diplomatique prendra du temps — à preuve le refus des "étudiants islamiques" de rendre les otages au ministre des affaires étrangères Ghotbzadeh.

La politique américaine envers l'Iran a toujours été dominée par la nécessité de maintenir le pays comme bastion de l'anti-soviétisme dans la région. Pour Carter, le problème était de s'assurer que cette politique ne succomberait pas au chaos social qui a accompagné la prise de pouvoir par les mullahs. Pour les mullahs, le problème était de consolider un pouvoir d'Etat (en particulier en écrasant les minorités nationales et religieuses rebelles). L'été dernier, ces intérêts divers ont convergé lorsque les Etats-Unis ont ouvertement donné leur assistance à la tentative de Khomeiny pour réprimer la rébellion kurde dans le sang. Pourtant, il y a eu la prise de l'ambassade américaine. Pourquoi ?

Pendant des mois, les mullahs fanatiques et leurs adorateurs de gauche ont salué la prise des otages comme un "approfondissement" de la révolution iranienne "anti-impérialiste". Pendant des mois, les mullahs ont exploité la haine justifiée des masses iraniennes pour le shah et ses alliés américains, promettant de nettoyer le nid d'espions qu'était l'ambassade américaine et de forcer les Etats-Unis à extraire le shah pour qu'il passe en jugement. Mais il est devenu de plus en plus évident, comme la tendance spartaciste internationale l'a affirmé dès le début, que l'occupation de l'ambassade n'était qu'une diversion face à la crise sociale et économique en Iran. La population iranienne commence à se lasser du régime démentiel des mullahs ; l'attraction que peuvent avoir les cirques politiques pour un peuple qui a besoin de pain n'est que temporaire.

Le rapprochement USA-Iran avait été annoncé par la victoire écrasante de Bani-Sadr dans les élections présidentielles truquées par les mullahs, alors que ce représentant de la "théocratie à visage humain" avait attaqué les gardiens des otages comme un "gouvernement dans le gouvernement". En novembre 1979, Bani-Sadr, alors ministre des affaires étrangères, s'était justement déclaré en faveur d'une commission internationale en échange de la libération des otages ; c'est pour avoir fait cette suggestion qu'il fut viré et remplacé par Ghotbzadeh, un "dur" sur la question des otages. Mais à présent, Bani-Sadr a la bénédiction de l'imam et de la presse bourgeoisie américaine après sa campagne violemment anti-russe, et fait écho à la rhétorique anti-soviétique de Carter. Il n'était pas plus tôt élu qu'il promettait une aide militaire aux réactionnaires afghans (*Le Monde*, 29 janvier).

La commission des Nations-Unies n'aurait pas pu être autre chose qu'une absolue réciprocité entre

l'impérialisme et Khomeiny. L'idée qu'une telle commission aurait pu enquêter sur les crimes du shah et de ses alliés impérialistes est une farce sinistre. Les mullahs ne peuvent pas être séparés des crimes de l'impérialisme et de la CIA en Iran.

Ce n'est pas l'intervention soviétique en Afghanistan qui les a forcés à faire un choix entre l'impérialisme et le "communisme athée". Les liens entre le clergé chiite et la CIA remontent au moins jusqu'à 1953, où ils étaient associés dans le coup d'Etat qui visait à liquider le nationaliste bourgeois *timoré* Mossadegh pour rétablir le gouvernement du shah. Mossadegh proposait en effet des réformes telles que l'extension du droit de vote aux femmes, un assouplissement des lois sur la vente d'alcool, une réforme



Manifestants azerbaïdjanais le 6 janvier à Tabriz. Les trotskystes disent : A bas tous les ayatollahs ! Soutien militaire aux minorités nationales opprimées !

agraire et la nationalisation du pétrole, et entraînent ainsi en conflit avec les intérêts féodaux du clergé. Kermit Roosevelt, qui était alors à la tête des opérations de la CIA à Téhéran, écrivit plus tard dans son livre *Counter coup* (publié en 1979 et rapidement retiré de la circulation) qu'une "alliance avec les mullahs" avait été la "première ligne d'attaque" de la CIA contre Mossadegh. Ceci est confirmé par Evarud Abrahamian dans son article "The Opposition Forces", *MERIP Reports* n° 75-76 :

"Alors que les troupes occupaient les édifices gouvernementaux et que trente-sept tanks attaquaient la résidence du premier ministre, des bandes à la solde de la CIA et liées aux dirigeants cléricaux réactionnaires rassemblèrent la pègre du quartier des bordels et défilèrent à travers Téhéran pour fournir un fond sonore au coup d'Etat."

L'argent venait bien de la CIA. Selon l'*International Herald Tribune* du 4 mars, la hiérarchie chiite a reçu des dizaines de millions de dollars pendant des dizaines d'années. C'est en 1977 que se déchaîne l'opposition des mullahs contre le shah : comme par hasard, c'est au moment où le petit roi de la cacahuète qui fait office de chef de l'impérialisme américain a choisi de fermer le robinet des dollars de la CIA aux mullahs !

De Kaboul à Téhéran

Hypnotisée par les masses que Khomeiny avait derrière lui, l'"extrême-gauche" a voulu croire que l'anti-américanisme de celui-ci arracherait l'Iran aux griffes des Etats-Unis. Mais l'Afghanistan prouve que les mullahs, qu'ils soient iraniens ou afghans, sont aussi réactionnaires les uns que les autres et que leurs conflits éventuels avec les impérialistes ne peuvent être que superficiels et éphémères. Dès que se pose la question d'une guerre froide, doublée de la possibilité d'une révolution sociale en Orient, la réaction islamique s'unira nécessairement à l'impérialisme contre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique.

Les pseudo-trotskystes du Secrétariat uniifié (SU), qui ont soutenu Khomeiny avec tant d'enthousiasme, n'ont guère le choix : soit ils nient ce fait évident, soit ils vont jusqu'à rejoindre leur favori du côté

anti-communiste des barricades. Le Socialist Workers Party (SWP) américain, s'il défend l'action soviétique en Afghanistan, nie cependant que l'insurrection féodale anti-communiste est basée sur l'intégrisme islamique. Il faut savoir que la position du SWP a été violemment dénoncée comme "prostalinienne", notamment par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), ou même comparée à la position trotskyste de la Ligue trotskyste de France. On est loin ! Ce que cherche le SWP suspendu aux basques de sa propre bourgeoisie, c'est à éluder la question russe au moment où se profile la menace d'une confrontation militaire entre les Etats-Unis et l'Etat ouvrier dégénéré soviétique : le SWP déclare que "la question n'est pas l'intervention soviétique" et veut convaincre la population américaine que l'Afghanistan ne vaut pas une guerre. Il nie qu'il y ait le moindre lien entre les rebelles afghans et la "révolution iranienne", alors même que les journaux décrivent comment les forces anti-soviétiques sont armées et abritées dans des camps de réfugiés en Iran. Barnes et Cie se donnent beaucoup de mal pour entretenir cette fiction. Même après que le ministre iranien des affaires étrangères et Bani-Sadr aient explicitement condamné l'intervention soviétique et se soient solidarisés avec les tribus musulmanes, le *Militant* du 25 janvier déclarait pieusement que "Khomeiny en personne n'a pas prononcé contre l'intervention soviétique". A présent que leur ayatollah cheri en personne a rompu le silence pour se déclarer contre Moscou et s'engager à "soutenir inconditionnellement" les rebelles, que peuvent dire ces pseudo-trotskystes ?

La réaction de la LCR ne vaut quère mieux. Elle se lamente que l'intervention soviétique à "détourné" l'énergie des masses iraniennes de la lutte anti-impérialiste ! Les deux ailes du SU en sont ainsi réduites à des positions absurdes, de peur que la reconnaissance du caractère profondément réactionnaire des mullahs afghans ne les oblige à reconnaître qu'ils ne sont pas différents des forces khomeinistes qu'ils ont tant glorifiées.

Le SWP ment : même Staline aurait rougi

Les divers partenaires qui constituent le bloc fédéré du SU ne veulent se voir que comme les partisans d'une "gauche" du mouvement de masse derrière Khomeiny, dont la mystérieuse dynamique anti-impérialiste, selon eux, ne saurait être entravée par rien ni personne, pas même par ses liens évidents avec l'impérialisme lui-même. Le SWP se décarasse donc pour mentir en faveur de la "révolution culturelle" de Khomeiny. Mais la LCR n'a pas à faire la fine bouche devant les excès du SWP, qui ne font que refléter de façon plus aiguë les contradictions qui existent dans sa propre ligne opportuniste. Pour la LCR, comme pour le SWP, le suivisme derrière Khomeiny exige une autocensure politique. Plus la nature réactionnaire du régime des mullahs éclate au grand jour, plus il leur devient impossible de dire la vérité sur ce qui se passe en Iran !

La prostration du SWP devant la réaction islamique a décidément pris des proportions incroyables. Un examen un tant soit peu attentif de leurs tours de passe-passe journalistiques révèle tout le soin méthodologique qu'ils apportent à étayer leur programme profondément réformiste. Dans un article du *Militant* du 7 décembre 1979, intitulé "Derrière les mensonges racistes sur les 'fanatiques islamiques'", le SWP va jusqu'à dénoncer comme un "faux" les descriptions d'Ashura dans la presse bourgeoisie (le jour saint chiite commémorant le martyre d'Hussein, petit-fils de Mohamed). Le SWP s'indigne :

"Une propagande du même genre a été répandue l'année dernière pour discréditer d'importantes manifestations contre le shah prévues pour Muharram (...) mais les flagellants ensanglantés qu'avait annoncés la presse américaine n'ont pu être trouvés nulle part."

Il faut croire que les retransmissions filmées de centaines de milliers de flagellants lors du Muharram, qu'on a vues sur tous les réseaux importants de télévision l'année dernière, n'étaient que des super-productions de la propagande américaine, financées par la CIA et utilisant des figurants loués à la SAVAK dans un décor de carton-pâte. Sans doute la CIA a-t-elle fait subir un lavage de cerveau à tous les reporters touristes et témoins qui prétendent avoir assisté à ces cérémonies sanglantes. Pour le SWP, dirigé par un pratiques CEDOC suite page 10

SPARTACIST

■ Salut à l'Armée rouge !

■ Vers la Ligue trotskyste internationale !

(Documents de la première Conférence de délégués de la LCI)

■ Le Nicaragua sera-t-il un nouveau Cuba ?

PRIX: 3F

n°15

COMMANDÉ: Le Bolchévik - B.P. 42108
75428 Paris cedex 09

Protestations après l'attaque contre les spartacistes allemands

Fred Zierenberg, dirigeant de la Trotzkiste Liga Deutschlands (TLD), section allemande de la tendance spartaciste internationale, vient de sortir de l'hôpital. Il y a passé trois semaines, dont huit jours dans un service de soins intensifs. Il avait dû être hospitalisé après avoir reçu un coup de couteau dans le dos asséné par des maoïstes fous furieux et des réactionnaires afghans lors d'un meeting sur l'Afghanistan à Francfort. Il se remet aujourd'hui de ses blessures, mais à quelques centimètres près cette attaque meurtrière aurait été fatale.

Dès le début du meeting, les réactionnaires afghans, leurs alliés maoïstes/islamiques turcs et des maoïstes américains du groupe "Fight Back", qui opère au sein de l'armée de métier américaine à Francfort et Heidelberg, avaient prémedité cette attaque criminelle. Un numéro spécial du journal de la TLD, *Révolutionnaire Correspondance*, rapporte qu'une demi-heure avant l'attaque, deux étudiants étrangers, qui s'étaient assis par hasard près des camarades de la TLD, furent "avertis" qu'ils devaient changer de place.

Le meeting consistait en une série de discours violemment anti-soviétiques et l'atmosphère était constamment échauffée par des cris de "A bas l'Union soviétique" et "Mort au trotskysme". La TLD a été choisie comme cible de l'attaque à cause de son opposition bien connue à la réaction islamique et de sa position tout aussi connue de soutien à l'Armée rouge en Afghanistan contre les rebelles soutenus conjointement par la CIA, le Pakistan et la Chine.

L'attaque a été déclenchée par un militant noir de "Fight back" au moment où une camarade de la TLD s'approchait de la tribune pour prendre les cinq minutes de parole accordées à la TLD par la présidence du meeting qui était organisé par le syndicat étudiant de l'Université de Francfort. Les coups de couteau, de botte et de poing qui ont suivi ont blessé cinq militants et sympathisants de la TLD : outre le camarade Zierenberg, un camarade, victime d'une commotion cérébrale, a perdu connaissance sous les coups tandis qu'un autre recevait un coup de couteau à l'abdomen ; un autre a perdu une dent et a été violemment frappé aux oreilles. Même si les assaillants islamiques ont réservé leurs couteaux pour les hommes, une camarade a été sauvagement frappée à l'abdomen à coups de botte. Ces nervis d'extrême-droite cherchaient à mutiler et à tuer.

Les fanatiques islamiques et leurs gros-bras maoïstes s'en sont particulièrement pris à Zierenberg lors de leur lâche attaque. Porte-parole bien connu de la TLD et militant syndical depuis plus de dix ans, Zierenberg s'est immédiatement trouvé encerclé et a été poignardé par derrière ; la blessure qui en a résulté aurait pu être mortelle et a entraîné un pneumothorax avec une rétraction de 30% d'un poumon. Il a fallu l'opérer d'urgence.

Après s'être frayé un chemin hors de la salle, les camarades de la TLD se sont regroupés à l'extérieur, scandant "A bas l'OTAN ! Salut à l'Armée rouge !" Ils ont ensuite annoncé que le meeting de la TLD sur l'Afghanistan, prévu pour le 29 janvier, se tiendrait en dépit des menaces de violences de la part des réactionnaires. En effet, quelques semaines auparavant, des militants de la TLD avaient reçu des menaces de la part des maoïstes : "Avec vous, il faut faire comme avec les Russes en Afghanistan, vous couper en morceaux !"

Le meeting de la TLD a eu lieu comme prévu sous les mots d'ordre de "Salut à l'Armée rouge ! A bas



De nombreux journaux bourgeois allemands ont rapporté l'attaque criminelle contre Fred Zierenberg, ainsi que l'organe du PC de Berlin, *Die Wahrheit*.

pour la défense des droits des ouvriers étrangers, qu'ils soient victimes de leurs compatriotes réactionnaires ou de l'Etat bourgeois.

L'attitude de la gauche

En dépit de l'atmosphère de guerre froide attisée par le bourgeoisie, l'écho qu'a rencontré la déclaration de protestation contre l'attaque meurtrière dont ont été victimes nos camarades a montré que, dans le même temps, la gauche allemande, y compris les milieux sociaux-démocrates, rejettent les mullahs réactionnaires et leur politique du voile pour les femmes, d'oppression nationale des minorités ethniques et religieuses et leur hostilité complète au mouvement ouvrier tant en Iran qu'en Afghanistan.

L'attaque contre le camarade Zierenberg a profondément divisé la gauche allemande. Des centaines de personnes ont protesté en signant une déclaration qui "condamne l'attaque lâche et criminelle" contre les militants de la TLD, "indépendamment des divergences politiques que nous pouvons avoir avec la TLD". Parmi les signataires, on trouve plus de vingt responsables syndicaux des syndicats des employés des services publics (ÖTV) et des enseignants (GBW) ainsi que de nombreux groupes et individus. Signatures, entre autres, Gurbacan Necati, secrétaire de l'IG Metall (le plus grand syndicat allemand avec près de 3 millions de membres) pour les étrangers à Berlin, Jakob Moneta, ancien rédacteur du journal de l'IG Metall et membre de la section allemande du SU (selon le journal *Socialist Challenge*), l'Association des étudiants iraniens (CISNU-Avant-garde) ainsi qu'un dirigeant du CISNU de Francfort, Ali M. Sadrzadeh, Peter Brandt, Bekir Saydan, secrétaire général de la Fédération des cercles ouvriers kurdes en Allemagne fédérale. Otto Schily, un avocat qui a défendu la "Fraction Armée rouge", l'Association des étudiants vietnamiens de Berlin-Ouest, Erich Wulf, président de la société d'amitiés Vietnam-Allemagne fédérale, Ossip Flechtheim, historien connu pour ses écrits sur l'histoire du PC allemand, Peter Paul Zahl, écrivain.

De plus, Oskar Hippé, membre du Spartacusbund de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, membre de l'Opposition de gauche de Trotsky à partir de 1926 et qui se considère toujours comme trotskyste, s'est déclaré en solidarité avec la TLD contre l'attaque criminelle.

De nombreux sociaux-démocrates ont répondu favorablement à la déclaration de protestation, parmi lesquels Julius Dahlhaus, de Berlin-Ouest, Rüdiger Deissler, dirigeant des Falken, groupe de jeunesse ouvrière du SPD, la direction de Berlin-Ouest des Falken, Joachim Günther, dirigeant du groupe de jeunesse du SPD (Jusos) de Berlin, Jan V. Trott, dirigeant des Jusos à Francfort, M. Wentz, dirigeant des Jusos de la région de Hesse.

A la suite d'un article paru dans *Die Wahrheit*, journal du PC de Berlin-Ouest, et d'une condamnation de l'attaque par le DKP, PC allemand, plusieurs dirigeants staliniens ont également répondu à notre déclaration, dont Wolfgang Guckelberger, membre de la direction du SEW (Parti socialiste unifié de Berlin-Ouest), G. Maneche, un dirigeant du groupe de jeunesse du PC allemand, et "La Maison du peuple turc", groupe turc lié au PC.

Divers groupes maoïstes ou semi-maoïstes se sont dissociés de l'attaque perpétrée contre la TLD, dont Wolfgang Kaiser, membre du comité central du KPD ainsi qu'un membre du groupe "La Longue Marche" de Berlin-Ouest. Le Kommunistischer Bund, groupe qui a rompu avec le maoïsme, a consacré plusieurs articles de son journal à l'attaque et s'est associé à la protestation.

Parmi les organisations qui se réclament du trotskisme, le Spartacusbund et la Kommunistische Liga ont condamné l'agression et ont également aidé la TLD à défendre son meeting du 29 janvier contre une éventuelle attaque. Par ailleurs, la TLD a reçu des lettres protestant contre l'attaque provenant des sections suédoise et hollandaise du Parti communiste international unifié (PCD).

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

Pour prendre contact :

Paris

Le Bolchévik
B.P. 421 09
75424 Paris Cédex 09
Téléphone : 208 01 49

Rouen

Michel Langbour
56 rue du maréchal Gallieni
76500 Elbeuf
Téléphone : (35) 77 08 13

La chasse aux étrangers en Allemagne

Les attaques contre la TLD ne sont pas des incidents isolés. Le 5 janvier, un syndicaliste turc, Celalettin Kesim, est mort poignardé par des fanatiques islamiques turcs liés à des groupes fascistes turcs. La TLD a participé activement à la manifestation du 11 janvier à Berlin-Ouest organisée en protestation contre cet acte abject, tout comme elle était présente à Francfort le 8 décembre 1979 dans une manifestation contre une autre attaque au couteau perpétrée par des fascistes turcs contre des ouvriers turcs qui refusaient d'accepter leurs tracts. Les incidents se multiplient. Le gouvernement social-démocrate de Schmidt — tout comme le gouvernement français — veut utiliser de tels incidents comme des prétextes pour expulser des ouvriers étrangers et pour réprimer la gauche. La TLD, comme la tendance spartaciste internationale, lutte systématiquement

Purge dans la WSL:

Thornett le jaune exclut les trotskystes

Le 12 janvier, la Workers Socialist League centriste de droite convoqua une conférence nationale extraordinaire pour exclure bureaucratiquement son opposition de gauche, la Fraction léniniste. C'est constitutif la scission la plus importante qu'a connue la WSL depuis 1978, où la Fraction trotskyste avait quitté l'organisation pour rejoindre le London Spartacist Group et former la Spartacist League/Britain. Il y a deux ans, la plupart de ces cadres à présent exclus avaient activement combattu la FT; l'un deux, Mark Hyde, comptait même parmi les auteurs de la seule tentative d'une réponse sérieuse à la FT de la part de la majorité. Depuis, ces militants ont à leur tour réexaminé et rejetté le programme banqueroutier de la WSL.

La FL a ses origines dans la Tendance de gauche formée en mai 1979 autour de la question de la lutte pour la renaissance de la Quatrième Internationale. Elle s'est constituée lorsque la direction de la WSL essaia d'organiser une chaîne aux sorcières et nomma la TG de définir ses "domaines d'accord avec la WSL et ses domaines d'accord avec la TSI". Dans son document de fondation, la FL déclarait qu'elle n'était "pas encore en mesure de fournir une évaluation définitive de la politique de la TSI", mais qu'elle se solidarise avec le fond de ses positions sur l'Iran, l'Irlande, le front populaire et la nécessité de lutter pour une perspective de

groupe de propagande de combat. C'était la première fois que ces oppositionnelles présentaient une critique et une alternative d'ensemble au centrisme de la majorité de la WSL.

La direction réagit en imposant la suspension de la FL, qui fut systématiquement exclue de toute activité interne (et parfois "publique") pendant six semaines. Finalement, après avoir commencé par exclure deux membres de l'organisation de jeunesse qui sympathisaient avec la FL, et après avoir interdit toute discussion, la direction réussit à faire passer cette purge à la conférence extraordinaire.

La voie choisie par la FT, que suit maintenant la FL, est la seule issue pour des membres de la WSL qui cherchent la voie de la révolution prolétarienne. La lutte de la FL comporte également des leçons pour tous ceux qui se veulent révolutionnaires. Le document final de la FL se solidarise avec les neuf points définis par la TSI pour un regroupement trotskyste international (voir encadré ci-contre). La FL a déclaré qu'elle entendait se battre pour ces positions programmatiques.

Nous reproduisons ci-dessous un document distribué par la FL lors de la préconférence internationale organisée en décembre 1979 par la WSL dans le but de constituer le Comité de liaison trotskyste international (pour la reconstruction de la Quatrième Internationale).



Spartacist Britain

Thornett le jaune.

Déclaration de la Fraction léniniste

"Sont condamnés par avance les efforts des centristes de concilier l'irréconciliable et, en recollant les morceaux, de sauver ce qui est voué à la perte. A une nouvelle époque il faut une nouvelle internationale. La première condition du succès dans cette voie est une étroite soudure nationale et internationale des véritables révolutionnaires prolétariens, les disciples de Marx et de Lénine, sur un programme commun et sous un drapeau commun."

— "Lettre ouverte aux organisations révolutionnaires: pour la Quatrième Internationale", les congrès de la Quatrième Internationale, tome 1

La WSL a organisé cette préconférence en vue de la formation d'une tendance internationale en violation de cette condition essentielle. Sont réunis ici des groupes disparates venant de différents pays et n'ayant en commun aucun programme ni aucune bannière. La scission du Secrétariat unifié (SU) — qui résulte de son échec complet à élaborer une ligne révolutionnaire sur aucun des récents événements de la lutte de classe — et l'effervescence internationale parmi les pseudo-trotskystes ont procuré des occasions exceptionnelles pour des regroupements révolutionnaires sur un programme principal. Mais tout ce que la WSL peut faire est d'essayer de reproduire en miniature les grands blocs pourris de Moreno-Lambert et Mandel-Barnes. Et les membres et sympathisants de la Fraction léniniste — parmi lesquels trois membres du comité national (dont le secrétaire national de l'organisation de jeunesse) et des membres des directions régionales de Londres et du Yorkshire — sont exclus de la conférence et suspendus de la WSL. Nous avons été chassés bureaucratiquement à cause de notre lutte pour détourner la WSL du centrisme de la majorité de sa direction et la conduire sur la voie du trotskisme.

La Fraction léniniste (ancienne Tendance de gauche) s'est formée en mai dernier en opposition en premier lieu aux perspectives internationales de la majorité de la WSL. Nous avons argumenté que, contrairement aux affirmations de la direction, il n'existe pas de "mouvement trotskyste mondial" comprenant tout le monde du SU à Moreno et Lambert (et même Gerry Healy!), ainsi que les petits groupes rassemblés ici ce week-end. Nous avons affirmé que la Quatrième Internationale ne pouvait être simplement replâtrée, mais devait être reconstruite par une lutte internationale inflexible pour le programme trotskyste contre les centristes et les réformistes. Notre critique du document de la direction pour cette conférence, "Le Programme de Transition dans la lutte de classe aujourd'hui", est centrée sur son échec complet à combattre pour une telle clarté programmatique, noyant chaque question dans une mixture d'évidences abstraites et de flagrantes révisions du trotskisme.

Au cours des sept derniers mois, nous avons

avancé et développé nos divergences sur ces questions ainsi que sur d'autres — en particulier l'Iran, la question nationale, le front populaire et le travail syndical. La réponse de la direction fut une vague apolitique de harcèlements contre les "spartaciens" culminant dans une suspension lâche et bureaucratique à la "conférence spéciale" du 1er décembre, accompagnée d'une claire menace d'exclusion si nous refusions de nous soumettre sagement et de renoncer de manière effective à nos positions politiques.

Mais nous ne serons pas réduits au silence ! Nous voulons rester et nous battre dans la WSL; cependant, nous ne tolérerons pas et ne nous sentirons pas liés par cette brutale suppression à la Healy de nos droits démocratiques. La Fraction léniniste souhaite présenter ses points de vue devant cette conférence, mais puisqu'on nous a refusé le droit de parler (et même d'assister), nous avons été forcés de distribuer cette déclaration à la fois pour protester contre notre exclusion et pour exprimer nos positions. Tous ceux qui conçoivent un tant soit peu sérieusement la lutte pour le programme trotskyste devraient exiger que nous soyons admis à cette conférence, autorisés à argumenter pour nos positions et réintégrés dans la WSL avec pleins droits démocratiques.

Les positions sur lesquelles nous luttons

L'épine dorsale de la politique de la majorité de la direction est une incapacité à tracer la ligne de classe, à comprendre la distinction entre monarchisme et bolchévisme. Nous avons écrit il y a cinq mois :

"La base du trotskisme en tant que marxisme révolutionnaire d'aujourd'hui implique l'insistance sur la position particulière de la classe ouvrière comme seule classe conséquemment révolutionnaire. La dissolution du prolétariat — sur un niveau théorique ou pratique — dans les 'masses opprimées' en général ne peut à aucun moment être tolérée."

— "Le Programme de Transition dans la lutte de classe aujourd'hui — une critique", document de la Tendance de gauche

Dans ses continues déclarations sur le "mouvement en avant des masses", la majorité de la WSL est incapable de faire une telle distinction. C'est particulièrement clair sur l'Iran. La direction s'est bandé les yeux devant la nature fondamentalement réactionnaire du mouvement islamique contre le chah, prétendant au contraire que "le régime du chah (...) a été balayé par un mouvement de masse à la tête duquel se trouvaient les grèves courageuses des travailleurs du pétrole, de l'industrie et des services gouvernementaux" ("Le Programme de Transition dans la lutte de classe aujourd'hui"). En fait, en l'absence d'une direction révolutionnaire, les ouvriers d'Iran ont été tragiquement incapables de dé-

velopper une troisième voie contre à la fois la dictature monarchique et la théocratie de Khomeiny aux aspirations dictatoriales. Contrairement aux affirmations banquieroutières de la majorité, les mullahs n'ont jamais joué un rôle "progressiste" en Iran.

Pareil pour le front populaire. Le document de perspectives internationales de la WSL du début de 1978 argumente contre "la trahison du front populaire — qui, en prosternant l'indépendance des travailleurs à des formations politiques bourgeois, ne peut conduire qu'à la consolidation du pouvoir de la bourgeoisie, ou dans le pire des cas, à une nouvelle catastrophe du type de celle du Chili" (reproduit dans *Socialist Press* n° 180). La direction poursuit néanmoins dans la pratique une politique qui aide à mettre des fronts populaires au pouvoir, utilisant la mystification que voter pour Allende ou tout autre parti ouvrier dans un front populaire ne conduit pas à une telle consolidation et catastrophe ! Il faut tracer une ligne contre le front-populisme, y compris refuser de voter pour une quelconque composante d'une telle formation bourgeoisie.

Sur la question nationale en Irlande et au Moyen-Orient, la majorité s'est similairement adaptée politiquement à des mouvements nationaux non-prolétariens comme l'IRA ou l'OLP, étant encore une fois complètement incapable de tracer la ligne de classe. Et il en est de même pour le travail syndical, la question sur laquelle la majorité prétend se sentir le plus sûre.

Au niveau international, la WSL veut se faire une réputation sur la base de sa lutte soi-disant sérieuse dans la classe ouvrière et de sa "base ouvrière". La vaste majorité de ce travail n'est cependant que de l'activisme bidon et irréfléchi. Et la "base ouvrière" n'existe en réalité qu'à l'usine automobile de la British Leyland à Cowley, là où la WSL et ses alliés détiennent la direction syndicale de l'usine d'assemblage. La lamentable vérité est que même ici, le bilan de l'organisation est à des années-lumière d'un travail communiste dans les syndicats.

Ceci fut démontré de la manière la plus frappante en septembre lorsque la WSL perpétra une réelle révolution de principe. Pendant la puissante grève nationale des mécaniciens, forte de deux millions de grévistes, une révolte anti-grève, réactionnaire, eut lieu à Cowley. Face à cela, Alan Thornett dirigea le mouvement (initialement contre les autres membres de la direction syndicale de l'usine) contre la mise en place d'un piquet de grève pour arrêter les jaunes. La WSL est donc allée travailler et a entraîné les autres à travailler pendant une grève nationale — brisant objectivement la grève. Voilà la triste réalité derrière la façade "travail de masse" de l'organisation.

Les méthodes bureaucratiques et le programme centrisme de la direction de la WSL ne peuvent tracer aucune ligne principielle. Ils parviennent à diverses groupes assistant à cette préconférence à faire croire que nous connaissons de la plupart de ces groupes, il est manifeste

qu'ils ont aussi un bilan politique et une méthodologie centrées. La Tendance quatrième internationale, par exemple, a coexisté pendant de nombreuses années avec l'OCI lambertiste dans un bloc pourri international et défend une conception de "front unique anti-impérialiste" qui équivaut à un bloc politique avec la bourgeoisie "nationale" en Amérique latine. Le GBL italien a une position centriste pourrie de vote pour les fronts populaires qui est très semblable à celle de la majorité de la WSL. En ce qui concerne les propres alliés internationaux de longue date de la WSL, la SLDC américaine est un groupe qui soutient ouvertement les positions syndicalistes prises par Albert Weisbord contre Cannon et Trotsky en entretenant un "travail syndical de masse" avec une demi-douzaine de personnes, tandis que la CIL grecque avance des positions healytes réactionnaires sur la question femme et l'homosexualité et pense que les seules forces qui peuvent contribuer à la reconstruction de la Quatrième Internationale proviendront de la tradition du Comité international (...).

Assurément, aucun des accords auxquels parviennent la direction et ces groupes ne sera basé sur les principes clairs du trotskyisme ; pas plus qu'ils ne conduiront à un réel centralisme démocratique international avec une pratique politique commune. Tout bloc international formel qui émergera des débats de ce week-end ne ressemblera en rien au mouvement de Trotsky pour la Quatrième Internationale, mais plutôt à une réédition de troisième ordre du Bureau de Londres.

En outre, la direction de la WSL, comme divers autres groupes présents à cette conférence, a essayé aussi de se mettre bien avec les blocs pourris pseudo-trotskystes plus importants — aussi bien avec le SU que, plus récemment, avec Moreno-Lambert. Il n'y a pas si longtemps, l'été dernier, Alan Thornett tenait des réunions avec la direction de l'IMG et l'organisation était prête à conclure des pactes diplomatiques complètement opportunistes pour essayer de pénétrer dans le "onzième congrès mondial" du SU. En août, une réunion nationale vota un projet d'accord avec le SU qui déclarait :

*1) Le SU et la WSL sont tous deux des organisations qui se considèrent comme basées sur le Programme

de Transition. En dépit des réelles divergences qui existent — en particulier le fait que la WSL ne reconnaît pas le SU comme "la" Quatrième Internationale, le caractérise comme "poublique", et se batte pour la reconstruction de la Quatrième Internationale — il n'en demeure pas moins la possibilité d'accord que "la WSL fusionne avec le SU". C'est notre devoir d'examiner dans quelle mesure c'est une possibilité concrète par l'ouverture d'une discussion entre nos deux organisations" (souligné par nous)

— *Internal Documentation Bulletin*,
18-19 août 1979

Ce pacte pourri, qui inclut un accord à "engager des polémiques publiques "de caractère organisationnel" contre le SU que si ce dernier est expressément d'accord, n'est devenu lettre morte que parce que le SU a battu en retraite. Le flirt hésitant de la WSL avec la Fraction bolchevique (FB) de Moreno et l'OCI lambertiste s'est ensuite rallumé une fois encore lorsque la WSL "s'est réjouie" des initiatives de la FB et de l'OCI et a demandé formellement à adhérer au Comité paritaire formé par ces deux organisations (ayant elles-mêmes de larges divergences politiques). Moreno-Lambert semblent avoir encore fermé la porte au néo de la direction (au moins pour le moment) et *Socialist Press* n° 180 se plaint qu'"il commence à apparaître que la conférence [organisée par Moreno-Lambert] soit moins 'ouverte' qu'il ne semblerait et qu'elle ne se tiendra certainement pas avant quelque temps". Cependant, lorsque les camarades de la Tendance de gauche ont argumenté début novembre que Moreno et Lambert n'étaient pas trotskystes et que le Comité paritaire n'était qu'une manœuvre pourrie, nous avons été accusés de "spartacisme" et le mécanisme pour notre suspension de l'organisation s'est déclenché. (Il serait bien sûr tout à fait principe d'aller à une conférence ouverte — si une telle conférence était réellement convoquée — pour se battre pour le programme trotskyste, mais c'est de l'opportunisme pur et simple que de chercher à faire un bloc politique avec des gens tels que Moreno et Lambert en adhérant à leur Comité paritaire.)

Les prétentions à l'orthodoxie trotskyste de la majorité de la WSL reposent indiscutablement sur du sable. Comme Trotsky l'a écrit à propos des centristes de son époque :

"C'est la répétition d'une règle observée des centaines de fois dans le passé, sur une plus grande échelle : les centristes, même de gauche, respectent toujours les opportunités et se sentent flattés et encouragés quand ils leur arrachent des sourires. Mais, en même temps, ils sont profondément offensés quand les 'sectaires' mal élevés — les marxistes — les privent du plaisir que leur procurent les sourires de leurs amis de droite... du fait de leurs critiques déplacées. Quand les centristes font leurs grandes manœuvres, ils se courbent toujours plus bas à droite et comment la gauche de se taire..."
— "Sur la conférence de l'IMG",
Internal Documentation Bulletin, volume 5.

On ne nous fera pas taire — nous continuerons à nous battre pour une politique trotskiste et contre toutes les manœuvres de la direction majoritaire. Nous sommes pour un regroupement révolutionnaire principal basé sur un accord sur les tests grammaticaux fondamentaux de notre époque, sur ce qui équivaut aujourd'hui à la définition par Trotsky des onze principes fondamentaux de l'Opposition de gauche internationale de 1933.

La direction a engagé une campagne de cris au "spartacisme" dans une tentative pathétique d'éviter une lutte politique honnête. Comme nous l'avons déclaré dans nos documents, nous croisons néanmoins que la tendance spartaciste internationale a fait une tentative beaucoup plus sérieuse pour mener une telle lutte programmatique que la majorité de la WSL — autour de l'Iran, du front populaire, de la question nationale, du travail communiste dans les syndicats, et d'autres questions. Nous n'allons pas nous retirer passivement et nous laisser chasser de l'organisation pour le seul fait de maintenir cela et nos autres positions politiques.

Annulez les suspensions ! Demandez que les pleins droits démocratiques soient rendus aux camarades de la Fraction leniniste !

A bas le bureaucratisme healyte et les blocs pourris menchéviks ! Pour la reconstruction de la Quatrième Internationale par la lutte pour un programme trotskyste authentique !

Fraction leniniste

28 décembre 1979

Internal Documentation Bulletin

Neuf points pour un regroupement principal des militants révolutionnaires

- Pas de soutien politique ou électoral aux fronts populaires ; pour une opposition conditionnelle aux partis ouvriers qui sont dans des coalitions de collaboration de classes ouvertes ou implicites !
- Maintenons la théorie trotskyste de la révolution permanente ; pour une direction prolétarienne des luttes nationales/sociales !
- Pour le soutien militaire aux forces nationalistes petites-bourgeoises combattant l'impérialisme mais absolument aucun soutien politique à de telles forces ; pour des partis trotskystes dans chaque pays !
- Pour la défense inconditionnelle de tous les Etats ouvriers dégénérés/déformés contre l'imperialisme ; pour la révolution politique contre les bureaucraties ; pas de soutien politique à des cliques ou fractions staliniennes en compétition !
- Contre la violence dans le mouvement ouvrier !
- Pour des fractions communistes dans les syndicats, basées sur le Programme de Transition !
- Pour la tactique communiste du front unique au sommet ; pour la tactique de regroupement pour réunir les militants subjectivement révolutionnaires dans le parti d'avant-garde ; pour démasquer de façon intransigeante le centrisme !
- Rejet des prétentions des internationales pseudo-trotskystes à parler au nom de la Quatrième Internationale, détruite par le poubilisme en 1951-1953 !
- Reforger une Quatrième Internationale centralisée démocratiquement qui ne s'arrêtera qu'à la dictature du prolétariat !

Tendance spartaciste internationale

DOCUMENTATION:

Pour tous ceux qui désirent connaître plus à fond nos positions sur ces neuf points fondamentaux, nous avons regroupé dans une collection tous les numéros du *Spartacist* et de *Spartacist* contenant des articles sur ces questions.

20 FLES 10 NUMEROS

COMMANDE : Le Bolchévik

B.P. 421 09 - 75424 Paris Cedex 09

Les faits: comment Thornett a brisé la grève

La Tendance leniniste de la WSL (TL) arriva à un tourbillon l'été dernier lorsqu'elle vit Alan Thornett, dirigeant de la WSL, agir en briseur de grève. Thornett, qui est l'un des principaux "convenors" (délégué syndical) de l'usine de la British Leyland à Cowley, avait en effet brisé la grève nationale des mécaniciens dès qu'il s'était retrouvé face à une mobilisation réactionnaire anti-grève de la part des ouvriers plus arriérés de l'usine.

Cette grève nationale de deux jours par semaine fut suivie par deux millions de travailleurs. Les patrons provoquèrent de nombreux lockouts. Des piquets de masse mirent des usines en grève. Cette grève représenta à l'époque le plus violent défi qu'avaient connu Thatcher et sa politique de mise aux pas des syndicats.

Dans un article de *Socialist Press* le 5 septembre 1979, la WSL essaya d'"expliquer" comment ils étaient arrivés à un acte qu'ils reconnaissaient eux-même être un cassage de grève : "Si l'usine était fermée lundi et mardi par l'action d'une minorité de steward et si les positions se durcissaient, ils [l'aile droite] appelleraient à de nouvelles élections de délégués."

Autrement dit, Thornett aurait pu perdre sa position ! Il préféra briser la grève; selon *Socialist Press*, "la décision de reculer une fois que l'action était perdue et de ne pas passer la main à l'aile droite était une décision difficile à prendre, mais elle était correcte."

En fait, les informations données aujourd'hui par la FL font apparaître le rôle de Thornett sous un jour encore plus méprisable qu'ils ne semblaient à l'époque. En effet, les alliés habituels de Thornett dans la direction syndicale voulaient un piquet de grève pour arrêter les jaunes, et Thornett dut se battre contre eux pour en faire des jaunes.

Depuis sa fondation, la WSL n'a cessé de se vanter



Eté 1979 : Manifestation en solidarité à la grève. Thornett travaille !

de sa "base ouvrière" et d'utiliser son implantation à l'"Usine" (comme elle appelle Cowley) comme appât pour allécher et séduire des militants du "mouvement mondial" pseudo-trotskyste.

Mais il est maintenant prouvé que la ligne du groupe de Thornett de toujours voulait être "avec les masses" signifie tout simplement le cassage de grève. ■

Léniniste Fraction Bulletin From Centrism to Trotskyism

Documents de la Fraction leniniste exclue de la WSL

Prix : 75p (7,50F)

Commande :

Léniniste Fraction, BM Box 380, London WC1V 6XX, England

Léninist Fraction Bulletin

FROM
CENTRISM
TO
TROTSKYISM

Documents of the expelled
Léninist Fraction of the WSL

UAB
Hemeroteca General
CEPEC

Nouvelle guerre froide...

suite de la page 1

par le dollar comme monnaie de réserve. Les Américains avaient le monopole absolu de l'armement nucléaire et, étant donné l'état de la production en URSS à l'époque, ils détenaient probablement la majorité absolue des moyens de production de la planète.

Mais s'ils se retrouvaient vainqueurs, ils l'étaient dans un monde qu'ils n'aimaient pas beaucoup. Du point de vue de la bourgeoisie américaine, les armées payannes de Mao, la combativité des partis ouvriers révisionnistes de masse européens, ainsi que celle des syndicats américains, formaient un ensemble compact. Elle avait un pouvoir considérable, mais elle se trouvait confrontée, aux Etats-Unis, à une marée montante de grèves et à un mouvement ouvrier très politisé, à un mouvement pour le rapatriement des troupes stationnées en Europe et surtout en Asie avec lequel il lui fallut composer, tandis qu'en Europe la grande majorité de la population s'organisait au nom d'un socialisme ou communisme quelconque. Toutes les structures institutionnelles, comme les monarchies ou les régimes parlementaires réactionnaires, s'écrasaient. Churchill fut chassé en faveur du Parti travailliste qui, aussi incroyable que cela puisse paraître aujourd'hui, entra au Parlement en chantant "Le Drapeau rouge"... en Grande-Bretagne, bastion européen du conservatisme ! Les troupes russes avaient avancé très loin à l'intérieur de l'Allemagne et des Balkans, tandis que ce que la bourgeoisie américaine considérait comme une révolution communiste accomplie était en train de se produire en Chine. La collusion entre la puissance hégémonique des Américains et cette situation : voilà ce que fut la guerre froide.

Le processus de "containment" et de "rollback" commença donc. La guerre froide s'abattit sur l'Europe comme une masse. Les staliniens du Kremlin avaient pourtant acheté ce qu'ils croyaient être de solides "sphères d'influence" au prix d'un véritable désarmement et d'un sabotage (en collaboration avec les socialistes-démocrates) de la possibilité d'une révolution prolétarienne en Europe. Le résultat fut que les PC se virent expulsés des gouvernements de front populaire. En France la conjonction des luttes de la classe ouvrière et de l'offensive anti-soviétique de l'imperialisme provoqua, après la grève de Renault de 1947, la chute du gouvernement tri-partite d'après-guerre. En Europe, les partis communistes furent soit réprimés dans le sang (comme en Grèce), soit réduits à l'impuissance (comme en Allemagne de l'Ouest ou en Grande-Bretagne), soit rejettés dans le fameux "ghetto" (comme en France). Dans le même temps, le mouvement ouvrier américain était "expurgé" et maté. Il fallait construire des Etats-Unis d'Europe à l'image des Etats-Unis d'Amérique (avec la CEE et l'OTAN) et reconstruire l'Allemagne et le Japon comme partie prenante de l'alliance anti-soviétique.

"Solidarité", "indépendance" et "non-alignement"

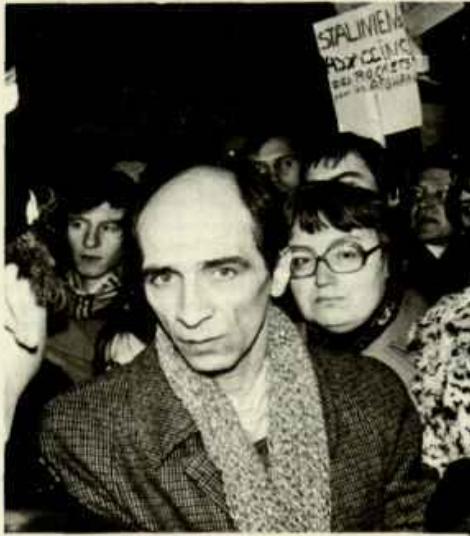
Mais le siècle américain n'aura duré qu'une vingtaine d'années. Depuis la doctrine de Truman, les Etats-Unis sont passés d'une position d'autorité incontestée à une position d'imperialisme seulement plus puissant que ses rivaux. Cela se vit en 1971 pour la première fois lorsque Nixon dévalua de fait le dollar et le laissa flotter en face des autres monnaies.

La défaite impériale au Vietnam marque le commencement du déclin de la puissance des Etats-Unis et si Washington essayait d'attirer les Russes dans des pourparlers de désarmement avantageux pour l'imperialisme au nom de la détente, c'est parce qu'ils étaient conscients de ce déclin. La stratégie politique de la doctrine Nixon de 1969, par exemple, était basée sur le fait que l'imperialisme US pouvait mener de front une guerre à grande échelle et une guerre à petite échelle. Mais la doctrine Nixon estimait que l'influence des Russes pouvait être efficacement contrebarriée par des tyrans locaux alliés et soutenus par les Etats-Unis. Le Shah d'Iran en est le meilleur exemple et la doctrine de Nixon est tombée avec lui. Ce que propose la doctrine Carter, c'est de remplacer l'intermédiaire des potentiels locaux par la puissance américaine directe. Ce qui signifie que les Etats-Unis doivent pouvoir utiliser les armes nucléaires plus rapidement — par exemple là où les Américains sont à 10.000 kilomètres alors que les Russes sont à la frontière. Bien que les différences entre la situation de 1947 et celle d'aujourd'hui indiquent que les USA ne seront pas capables d'orchestrer facilement une répétition de la guerre froide, il n'est pas exclu que dans sa tentative de reconquérir une position dominante incontestée dans le monde, le cinglé de la Maison Blanche puisse commencer quelque chose qui peut déboucher dans la guerre nucléaire.

Orchestrer un système d'alliances impérialistes n'a jamais été le point fort des Américains ; Washington aime mieux donner des ordres que persuader.

Toutes les pressions des Américains sur leurs alliés européens n'auront abouti jusqu'à présent qu'à une résistance opiniâtre de la part de ceux-ci. Helmut Schmidt par exemple sait très bien que l'URSS n'est pas sur le point de déclencher une guerre en Europe, et les Allemands, les Japonais, comme les Français, ont des échanges commerciaux considérables avec le bloc soviétique (il n'y a que Margaret Thatcher, la dame de fer britannique, qui a peu d'échanges commerciaux avec l'URSS — de plus ils sont à perte — pour marcher avec enthousiasme dans la campagne anti-soviétique de Carter). Un journal ouest-allemand résumait bien cette attitude en titrant "Berlin est plus important que Kaboul". Qui en doutera !

Si Thatcher est "plus américaine que les Américains" et que Schmidt camoufle sa répugnance à rejoindre les "contre-Jeux olympiques anglo-saxons" derrière des masques de verbiage "atlantiste", c'est l'attitude réfractaire de la bourgeoisie française qui a le plus exaspéré Carter. Brzezinski demande à l'Europe occidentale de "réagir" d'une façon "tangible"



Plioutch: des roquettes pour les Afghans !
La Pravda n'a pas tort d'appeler traîtres les
Plioutch, Sakharov et Cie

peignant que les ambassadeurs américains reprochent aux Français leur "absurdité neutraliste".

De l'autre côté, critiquer les Américains devient de plus en plus à la mode. Le doyen gaulliste, Edgar Faure, disait récemment que la politique étrangère américaine était "parfaitement incohérente". Pourquoi ? Parce que "Carter est véritablement un crétin. Et Kennedy, qui après avoir noyé sa maîtresse, s'est couché pendant douze heures ! (...) Aux Etats-Unis les gens qui ne réussissent pas dans les affaires sont des ratés et ils font de la politique" (*Le Monde*, 29 février). Le conseiller personnel de Giscard, Michel Pontatowski, a donné une version plus "officielle" dans une déclaration à la presse ouest-allemande : "Carter s'est conduit comme un crétin". Il est certain que le clan Giscard a fait plus d'affaires avec ses diamants que Carter avec ses cacahuètes !

Le fondement matériel de tout cela est que, évidemment, la tentative de Carter de recréer l'hégémonie américaine qui était le cadre de la guerre froide des années 50 va à l'encontre des intérêts économiques des autres nations impérialistes et exacerbé leurs sinistres rivalités. La bourgeoisie française prend ses distances avec la campagne de guerre froide de Carter tout simplement parce que Kaboul n'en vaut pas la peine. L'an dernier, les échanges commerciaux franco-soviétiques avaient augmenté de 33% et se montaient à 16 milliards de francs. La France est rapidement en train de devenir le deuxième partenaire commercial occidental de l'URSS derrière l'Allemagne de l'Ouest et devant les Etats-Unis. La perte des marchés soviétiques porterait un coup sévère à plusieurs sociétés industrielles françaises : Creusot-Loire a aujourd'hui l'Union soviétique pour principal client étranger. Les Soviétiques ont acheté pour 5 milliards de francs de leur production entre 1971 et 1978. CH-Honeywell-Bull et le groupe Thomson ont aussi des intérêts substantiels en Union soviétique aujourd'hui.

Le récent voyage de Giscard au Moyen-Orient était une tentative de "doubler" l'imperialisme américain dans le tiers-monde. Le but n'était pas seulement de garantir l'approvisionnement de la France en pétrole et de stimuler les investissements conjoints de la bourgeoisie française et des émirs du pétrole en Afrique, mais de rallier les despotes féodaux du Golfe persique contre l'invasion soviétique en Afghanistan tout en les dissuadant de s'engager dans des pactes de défense avec les Etats-Unis.

En reconnaissant démagogiquement le "droit à l'auto-détermination" des Palestiniens, Giscard a court-circuité les Etats-Unis, qui même s'ils sont

exaspérés par les projets annexionnistes de Begin, ne peuvent pas simplement laisser tomber leur allié israélien. Pour contrer les succès remportés par les Français plus souples, les Etats-Unis ont dû pour la première fois voter aux Nations-Unies contre les implantations sionistes en Cisjordanie.

L'ennemi principal est dans notre propre pays

Si les Allemands de l'Ouest s'engagent sur une voie similaire, il est évident que les rivalités interimpérialistes pour les marchés et les zones d'investissement en Afrique et au Moyen-Orient vont s'exacerber. Les bourgeoisies européennes profitent de la brèche ouverte par la campagne de boycott anti-soviétique effrénée de Carter pour faire des avances économiques aux dépens de l'imperialisme US. Et même si Giscard devait rentrer dans le rang à l'occasion de cette campagne anti-soviétique, les impérialistes français ont largement démontré que, même en laissant de côté leurs aspirations à jouer un rôle bonapartiste dans la politique planétaire, la France est un rival ainsi qu'un allié sûr dans le bloc occidental. On peut donc s'attendre à ce que les tendances centrifuges de l'Europe capitaliste augmentent, plutôt que l'inverse, au fur et à mesure qu'elle échappe à l'emprise américaine. L'Allemagne de l'Ouest et la France restent des rivaux tant pour les marchés du bloc soviétique que pour ceux du tiers-monde et non des partenaires inséparables.

Prépare la "guerre de l'acier" contre les Américains et la "guerre du mouton" contre les Britanniques, apparaît le spectre de futurs conflits commerciaux aboutissant éventuellement à une troisième guerre mondiale et tout cela conjugué à un danger de guerre contre l'Union soviétique. Les tentatives des dirigeants syndicaux, ces lieutenants ouvriers du capital, d'impulser une vague de sentiment social-patriotique dans la classe ouvrière doivent être combattues de façon militante. Les campagnes du PCF du type "produisons français, achetons français" ne sont que des tentatives particulièrement vicieuses d'enchaîner les ouvriers à leur ennemi, le plus mortel : l'imperialisme français. A bas le protectionnisme chauvin ; à bas le Marché commun, la ligue anti-soviétique des impérialismes européens !

La prolifération nucléaire a été l'un des principaux signes de l'atrophie de la puissance des Etats-Unis. Même les Indiens et les Israéliens possèdent maintenant un armement nucléaire, les Pakistanais sont en passe d'en avoir un et si les Sud-Africains n'en ont pas encore, cela ne va pas tarder. En Europe on a fait toute une histoire il y a quelques années parce ce que le "bouclier nucléaire" américain n'était soit-disant pas efficace contre une attaque des SS-20 soviétiques. Washington interprète cela comme étant un besoin de plus de missiles sous contrôle américain et fit pression sur ses alliés européens pour qu'ils acceptent près de 600 missiles Cruise sur leur sol. Mais s'il est question que des doigts européens appuient sur les boutons, la France est prenante. Malgré tout le baratin sur l'"indépendance", le "non-alignement" et la "neutralité" qui masquent des rivalités économiques avec les Etats-Unis et des divergences tactiques sur l'enjeu représenté par Kaboul, il faut que les révolutionnaires se rendent bien compte du fait élémentaire que Giscard et Cie ne sont pas moins anti-soviétiques que Carter. Le propre arsenal nucléaire de Giscard est dirigé lui aussi contre l'Union soviétique, comme le démontre à souhait cet article sur les "choix stratégiques de la France" :

"Depuis le premier mirage IV, qui était destiné, dans le cas d'un conflit nucléaire, à détruire Moscou, aux programmations actuelles des missiles du plateau d'Albion sur les principales villes soviétiques, la France n'a guère varié ses objectifs possibles."

Mais :

"En dotant la France d'une arme tactique plus efficace, capable surtout de stopper les divisions ennemis, le gouvernement admettrait du même coup l'éventualité d'un conflit nucléaire sur le théâtre européen, mettant ainsi fin à la conception admise jusqu'alors de la politique française de dissuasion."

— Le Marin, 7 mars 1979.

L'état-major prépare donc une campagne pour "polariser" la bombe à neutrons, nouvelle "arme secrète" de la France contre les tanks du Pacte de Varsovie. On aura des canons et pas de beurre, car Barre continue à attaquer férolement la classe ouvrière avec son programme d'austérité. Mais dans le capitalisme décadent, la menace d'une guerre nucléaire ne sera pas écartée en proposant de construire des écoles à la place de sous-marins. Ni en faisant comme les staliens qui livrent à l'opprobre populaire une seule arme de la panoplie, la bombe à neutrons. Les capitalistes n'abandonneront jamais leur monopole sur leur immense arsenal. Il n'y a que l'armement du prolétariat et la destruction de l'Etat bourgeois qui pourront désarmer la bourgeoisie.

Ce n'est évidemment pas la position du PC, qui démontre une fois de plus son opposition à l'impérialisme, réellement la défense de l'Urss contre les impérialistes. Si le PC s'est opposé à la bombe

à neutrons, c'est seulement parce que cette arme avait quelque chose de "pire" que les autres armes développées par la bourgeoisie. Si le PCF a mené une campagne plus énergique que d'habitude contre les missiles Cruise, c'est dans le cadre d'une campagne chauviste où les Allemands et les Américains sont considérés comme "pires" que sa propre bourgeoisie. Le PCF se présente encore comme le "sauveur" de la nation française, cautionne la force de frappe et propose des motions de censure au Parlement contre Giscard parce qu'il est soi-disant en train de "trahir la France".

La détente, une forme de lutte des classes?

Le PCF s'est bien gardé de suivre ses frères espagnols et italiens jusqu'au bout de leur cheminement eurocommuniste. Il a soutenu l'Union soviétique en Afghanistan contre le tir de barrage des libéraux et des sociaux-démocrates. Il s'est mis en contradiction avec sa politique de défense de sa propre bourgeoisie en face des rivaux impérialistes. Nous voulons interroger ce sentiment en faveur de la défense de l'URSS dans les rangs du PC. Beaucoup de militants du PC ont aimé notre mot d'ordre "Soutenir l'Armée rouge!". "Nous ne savions pas que les trotskystes défendaient l'Union soviétique" nous ont-ils dit. Remarque qui en dit long à la fois sur la politique lamentable des pseudo-trotskystes centristes et réformistes qui ont abandonné la défense des acquis d'Octobre, et sur les décennies de calomnies stalinianes contre les trotskystes.

Notre tâche est de lutter avec *intransigeance* contre les illusions criminelles des stalinians dans la détente, et dans la collaboration avec les bourgeois soit-disant "amis" de l'URSS. Par exemple, le soutien que donne le PCF au gouvernement de Kaboul contre les réactionnaires islamiques est en *totale contradiction* avec son soutien à Khomeiny et aux mullahs en Iran, le même type de forces féodales et théocratiques qui combat l'Armée rouge en Afghanistan. La dernière guerre froide a fourni beaucoup de leçons dans ce domaine. Le PCF des années 50, enfermé dans le "ghetto", fut capable d'actions combatives et même aventuristes (les manifestations contre l'amiral américain Ridgeway en 1951). Mais en 1953, il brisa la grève générale. A cette époque les bureaucrates stalinians combattaient sans relâche, comme ils le font toujours, toute mobilisation révolutionnaire du prolétariat. Autre exemple, qui fut d'une importance capitale pour l'histoire du Proche-Orient et du Golfe persique : l'Irak de 1958. Il est utile de rappeler cet exemple aujourd'hui à la lumière de tout le bavardage à propos de prétendues visées soviétiques sur un accès à la mer dans le Golfe persique. Les communistes irakiens étaient à la tête d'un soulèvement prolétarien de masse qui pouvait prendre le pouvoir d'un moment à l'autre. Les Soviétiques ordonnèrent aux communistes irakiens de faire brusquement machine arrière et de soutenir le gouvernement nationaliste bourgeois : ce qui coûta au PC irakien d'être décapité, ses dirigeants, son comité central, furent massacrés. Et tout cela pour que Khrouchtchev puisse avoir un entretien diplomatique avec Eisenhower à Camp David ! Non, la détente n'est pas la lutte des classes, c'est son ennemi mortel !

L'Afghanistan, la guerre froide et les pseudo-trotskystes

Toute la gauche pseudo-trotskyte a capitulé sur la question test de l'Afghanistan.

Le Secrétariat unifié (SU) d'Ernest Mandel a donné dans toutes les directions ; les uns s'opposant aux autres, d'autres prenant des positions intermédiaires, sans compter ceux qui eurent deux, trois, plusieurs lignes en l'espace de quelques semaines. Le Socialist Workers Party américain (SWP), qui au moment de la guerre du Vietnam avait refusé d'appeler à la victoire militaire du Nord-Vietnam, se trouve aujourd'hui du côté du régime de Kaboul. De l'autre côté de la barrière fractionnelle, la plupart des mandéliens, autrefois suivistes acritiques des stalinians vietnamiens, condamnent aujourd'hui "l'invasion soviétique" et versent des larmes sur les droits "démocratiques et nationaux" des rebelles islamiques afghans. La LCR compromise par son soutien aux mullahs en Iran et par son soutien explicite à des "dissidents" pro-capitalistes et ouvertement restauracionnistes en URSS et en Europe de l'Est, ne peut que bafouiller que sa condamnation de l'intervention soviétique n'est vraiment pas la même que celle des meneurs de guerre froide.

Comment ils ont tous essayé d'éviter la question russe

L'Organisation communiste internationaliste (OCI) qui cherche à faire oublier *son propre* bloc pourri avec les moréniens, s'est jetée sur les divergences entre les mandéliens et le SWP. En réalité, tous ces groupes ont en commun le refus de défendre l'Union soviétique. En ce qui concerne les prétendus "pro-stalinians" du SWP, leur défense de la "révolution afghane" est loin d'être une défense de l'intervention soviétique. Récemment, lors d'une conférence contre la conscription

dans le Michigan, le SWP et son groupe de jeunesse n'ont pas hésité à se débarrasser de leur position officielle pour faire un bloc avec une bande de maoïstes fanatiquement anti-soviétiques. Ils ont retiré leur propre résolution et ont voté pour une résolution de compromis qui condamnait toutes les interventions militaires !

Le SWP répand inlassablement la notion bizarre que l'idée d'un conflit militaire entre les troupes soviétiques et les rebelles afghans est une pure invention de la propagande de la Maison Blanche — ce qui lui permet d'éviter soigneusement la question de défaitisme militaire par rapport à sa propre bourgeoisie, soulignant ainsi une fois de plus la nature profondément réformiste et social-démocrate du SWP. Dans *Intercontinental Press* (10 mars), il explique donc qu'en réalité il n'y a qu'une guerre civile entre le gouvernement afghan, les ouvriers et les paysans d'un côté et les forces féodales de l'autre. On suppose que les dizaines de milliers de soldats soviétiques ne sont là-bas que pour régler la circulation !

Au temps où le SU était à la traîne de Ho Chi Minh, Mandel était un peu plus clairvoyant tout de même (et ses arguments d'alors permettent de réfuter les stupidités du "Dossier Afghanistan" de la LCR) :

"Ce qui 'provoque' l'imperialisme, ce n'est pas simplement l'extension de la révolution ; c'est son existence même, ou plutôt la consolidation de sa base de pouvoir, en URSS même. A long terme, le seul moyen de ne pas 'provoyer' les capitalistes, c'est de consolider et restaurer le capitalisme partout, y compris en Union soviétique."
"(...) Et il y a toutes les indications que depuis 1945, l'imperialisme, et par-dessus tout l'imperialisme US, n'a pas cessé une minute de préparer la troisième guerre mondiale."

— "Peaceful Coexistence and World Revolution" (1970)

Mais la question n'est pas de jouer le "bon" Mandel de 1970 contre le "mauvais" Mandel d'aujourd'hui. Car le bon professeur ne développait cet argument correct que pour mieux capituler devant la bureaucratie stalinienne du Vietnam. Quant on identifie la "défense" de l'URSS à la politique des bureaucrates stalinians, rien n'est plus facile que de tourner sa veste et de condamner chaque action de cette bureaucratie et de rejeter la nécessité de défendre l'Union soviétique.

L'OCI: trotskysme à la 1984

En comparaison avec les explications torturées du SU, la position de l'OCI (et dans son sillon celle de la LCI) est ouvertement contre-révolutionnaire. Pour les lambertistes tout est très simple. L'URSS n'intervient que pour écraser les révoltes, n'est-ce-pas ? C'est donc pour écraser la révolution afghane qu'elle intervient. Même si les soldats de cette "révolution" se font prendre en photo au côté de Zbigniew Brzezinski avec le dernier arrivage d'armes automatiques américaines. L'OCI a choisi son camp dans ce conflit militaire. Et elle est du même côté des barrières que les mullahs afghans et la CIA. L'OCI ne



A bas la réaction islamique: Etendez les acquis sociaux d'Octobre aux peuples afghans!

voit pas non plus d'un mauvais œil l'extension de la "révolution islamique" de l'autre côté de la frontière soviétique, position qui revient à être pour la restauration capitaliste. Nous avons à faire ici à un cas très sévère de stalinophobie, à un réflexe pavlovien anti-russe, grossièrement déguisé en trotskysme orthodoxe.

L'OCI reprend même les arguments de... Lin Piao (!) pour polémiquer contre l'intervention soviétique : si les Soviétiques interviennent vraiment du côté des masses afghanes, pourquoi n'ont-ils pas simplement donné des armes aux ouvriers et aux pay-

sans et ne sont-ils pas retournés chez eux, demande l'OCI ? D'après elle, la révolution vietnamienne a réussi sans aide extérieure ; ils reprennent les arguments des théoriciens de la "guerre du peuple basée sur ses propres forces" (qui est en réalité une excuse que les Chinois avaient inventée pour refuser d'aider les Vietnamiens). Mais ce n'est pas avec des masses et des flèches que les Vietnamiens ont descendu les bombardiers américains : c'est avec des tanks russes qu'ils sont entrés dans Saïgon. A l'époque notre tendance critiquait la bureaucratie soviétique parce qu'elle gaspillait ses meilleurs missiles en les livrant à Nasser.

Tout le baratin de l'OCI sur "l'ordre de Yalta" revient à dire que rien ne s'est vraiment passé dans le monde depuis 1945. Ils ont remplacé la "dialectique" impressionniste et fantaisiste des prolétaires par une "théorie" de conspiration internationale qui semble tirée du 1984 de George Orwell et qui réduit la bureaucratie stalinienne à une bande de tortionnaires du quiproquo, tout puissants et omniscients, complotant démoniaquement dans le cadre d'une division du travail parfaitement harmonieuse et coopérative avec les capitalistes, pour se partager le monde. C'est plutôt de la métaphysique que de la politique et il est difficile d'en débattre rationnellement.

Le fondement théorique (si l'on peut parler de "théorie") du "tout vaut mieux que le stalinisme" de l'OCI, nie la double nature de la bureaucratie soviétique et révise purement et simplement la position trotskyste. L'OCI déclare :

"La révolution politique a un contenu social précis. Elle est une expression spécifique de la révolution prolétarienne. La bureaucratie a elle aussi (tout-à-le rappeler) un contenu social, précis, bourgeois. Elle est en tant que telle une force restauracioniste, bien que comme couche sociale elle ne s'identifie pas avec les tendances restauracionnistes qui se dégagent de son sein."

"(...) Les PC parce qu'ils sont chargés, comme instruments de la bureaucratie, de combattre partout la révolution prolétarienne au compte de la coexistence pacifique, deviennent partout des auxiliaires directs de l'imperialisme et donc des éléments actifs de la transmission de la pression de l'imperialisme, contre les conquêtes d'Octobre."

— "Débat sur la crise du stalinisme", 20 septembre 1978

A partir de cela, dans la pratique, l'OCI a atteint l'étape logique suivante, même si elle n'a pas encore fait dans une déclaration officielle : selon elle il est indifférent au prolétariat mondial que les imperialistes règnent ou non en Russie, en Chine et dans les autres Etats ouvriers déformés. Il y a une contradiction entre la caste bureaucratique petite-bourgeoise et les formes prolétariennes de propriété sur lesquelles elle repose ; cette contradiction est manifeste dans les actions de la bureaucratie. Dans la perspective stratégique des trotskystes, la défense de l'Union soviétique est subordonnée à la révolution mondiale, et le renversement de la bureaucratie soviétique est subordonné à la préservation de la propriété étatique des moyens de production en URSS.

Laissons les militants de l'OCI confronter leur "orthodoxie" à cette déclaration de Trotsky :

"L'expropriation des propriétaires fonciers en Pologne comme en Finlande représente par elle-même un facteur progressiste. Les méthodes bureaucratiques du Kremlin occupent la même place dans ce processus que les méthodes dynastiques du Hohenzollern dans l'unification de l'Allemagne. Lorsque nous nous trouvons placés devant la nécessité de choisir entre la défense des formes réactionnaires de propriété à l'aide de mesures réactionnaires et l'introduction de formes progressistes de propriété à l'aide de mesures bureaucratiques, nous ne mettons pas du tout les deux camps sur le même plan et nous choisissons le moins mal. Il y a aussi peu de 'capitulation' devant le stalinisme qu'il y avait peu de capitulation devant le Hohenzollern dans la politique de Marx et d'Engels."

— Défense du marxisme, Trotsky

Apprendre à lire et à penser

La réaction des pseudo-trotskystes à la ligne trotskiste de la LTF sur l'Afghanistan en dit long sur la distance qui les sépare des prémisses programmatiques fondamentales de la Quatrième Internationale. Pour l'OCI notre soutien militaire à l'Armée rouge ne peut signifier qu'une chose : nous sommes de quelconques agents du KGB. Mais ce qui est plus surprenant — et aussi plus amusant — c'est que certains penseurs imaginatifs de la LCR ont trouvé que nous étions... des prolétaires ! Mais, s'il faut faire une analogie historique aujourd'hui, ce n'est pas avec la destruction de la Quatrième Internationale en 1951-53 qu'il faut la faire, mais avec la lutte fractionnelle de 1939. Quand la LCR dit que, parce que la politique étrangère de la bureaucratie stalinienne est réactionnaire en général, l'intervention en Afghanistan doit être condamnée, ou que la défense de l'URSS n'est pas la question immédiate, ils ne font que reproduire les arguments de la fraction de shachtman dans le SWP en 1939-40. Tous les arguments ont été réfutés à l'avance par Trotsky.

CEDOC *suivez page 10*

Pourquoi ils ont menti...

suite de la page 4

d'avilissement féodal de l'Islam, c'est raciste. Peu importe que de telles pratiques existent également parmi les sectes catholiques au Sud de l'Europe : pour ces injurieuses réformistes, quand cela se passe en Iran, il est interdit d'en parler sous peine d'"atiquer la bigoterie raciste et religieuse pour justifier l'oppression des peuples au Moyen-Orient".

Le fardeau libéral du SWP

La tendance spartaciste a été critiquée, simplement parce qu'elle a dit la vérité, dans un article intitulé "Comment la gauche a répondu à la campagne de guerre contre l'Iran" (*Intercontinental Press*, 17 décembre 1979). Tout comme les bandits de Khomeny, le SWP prétend que s'opposer à l'ayatollah, c'est soutenir l'imperialisme américain, voire le diable en personne. Pour le "prouver", l'article est obligé de mentir sur notre position en supprimant toute mention de notre mot d'ordre "Bas les pattes devant l'Iran", alors qu'il avait fait la "une" du journal de la Spartacist League/US lorsque la prise des otages avait provoqué des vagues de défilé chauvin dans la presse américaine.

Mais l'article du SWP ne laisse pas de doute sur la motivation de ce mensonge : le moralisme impérialiste. Il cite *Workers Vanguard* (n° 244, 23 novembre 1979) :

"L'ambassade de Téhéran est condamnée non seulement pour être un 'nid d'espions', ce qui est certainement vrai, mais aussi pour être un autre de corruption. Dans l'Iran de Khomeny, éliminer la 'corruption' inclut l'interdiction de la musique populaire, des relations sexuelles hors-mariage, de l'homosexualité et de la plupart des autres aspects de la culture occidentale judéo-chrétienne 'décadente'."

Intercontinental Press en conclut : "Si ceci n'est pas la justification pour envoyer les porte-avions, alors quoi ?"

C'est là une réponse typiquement stalinienne-libérale. Le syllogisme est simple : si ces observations sur la révolution dirigée par les mullahs étaient

vraies, alors oui, cela justifie l'envoi de porte-avions. Derrière toute la rhétorique sur le "nationalisme progressiste" et l'"Islam progressiste" se cache le vieil axiome missionnaire : le SWP pense au fond que si un pays arriéré n'a pas une forme convenable de société libérale, il faut aller le "civiliser"... Les sociaux-pacifistes du SWP sont anti-guerre et n'appelleraient donc pas à une intervention des Marines : mais du coup, ils ne peuvent pas non plus admettre que la réaction islamique est une résistance dans l'Iran de Khomeny.

En tant que marxistes, nous sommes résolument opposés à l'imperialisme sur des bases de classe, tant sur le plan politique que militaire ; rien ne nous empêche donc de dire la vérité sur les aspects révoltants de la vie dans l'Iran des mullahs.

Islam et impérialisme

Le SWP se cramponne à une analogie historique absurde entre le mouvement de Khomeny aujourd'hui et les mouvements révolutionnaires des protestants à l'époque de l'apparition du capitalisme :

"Ce n'est pas la première fois dans l'histoire qu'un mouvement progressiste prend une forme religieuse au départ. La même chose a eu lieu au début des révoltes anti-féodales en Europe qui ont mis en place des Etats capitalistes démocratiques..."

— *Workers Vanguard*, 7 décembre 1979

Sauf que le but de Khomeny est précisément préfocial ! Dans sa "Contribution à l'histoire du christianisme primitif", Engels expliquait clairement que la ligne de division fondamentale entre le protestantisme et l'Islam, c'est que pour le premier, "le désenfouissement religieux ne sert que de drapeau et de masque à des attaques contre un ordre économique devenu caduc", tandis que l'Islam repose justement sur un ordre économique devenu caduc. L'Islam est l'expression idéologique de classes sociales et de moyens de production archaïques menacés par la prolétératation impérialiste ; il montre donc le poing à la fois au capital bourgeois et aux droits démocratiques bourgeois, acquis de la Révolution française. Les révoltes démocratiques bourgeoisées de l'Occident

ont mobilisé les masses contre l'ordre féodal, y compris contre la religion d'Etat. Mais les dirigeants d'Orient islamique aspirant à l'occidentalisation, eux, sont des barbares qui reposent sur l'armée. C'est ainsi que les mullahs peuvent organiser une réaction des masses à ces régimes perçus comme élitistes, corrompus et pratiquement étrangers. Il y a en fait une profonde interdépendance entre l'imperialisme et l'Islam — que le régime prenne la forme d'un bonapartisme musulman "modéré" pro-occidental ou celle d'une théocratie fondamentaliste genre l'Afghanistan. Même avant que se réalise l'accord anti-soviétique sur les otages, Khomeny avait fait de son mieux pour surmonter sa réputation pour l'"Ouest diabolique", affichée par les hélicoptères, l'artillerie et les munitions américaines pour écraser la rébellion kurde.

La domination impérialiste a signifié l'esclavage des nations de l'Orient, dans des conditions d'arrachement sociale et économiques où seuls certains secteurs de l'économie, utiles aux impérialistes, étaient autorisés à se développer. Les paysans labourent à la charrue à côté des raffineries de pétrole les plus avancées, des usines de textile modernes voisines avec les bazaars. Le prolétariat iranien a fait la preuve de son pouvoir social lors de la grève puissante qui a ébranlé le pays en 1978 et jeté les bases pour la chute de la dynastie Pahlavi. Mais ce prolétariat a si souvent été trahi par les staliniens du parti Tudeh et décapité par la fameuse police secrète du chah que les mullahs ont pu essayer de consolider leur propre dictature, qui s'est révélée à chaque instant aussi réactionnaire que celle du chah. Seule la dictature du prolétariat s'appuyant sur la paysannerie peut résoudre les tâches démocratiques urgentes qui restent à l'ordre du jour en Iran.

Lorsqu'ils prirent le pouvoir en Russie, les bolchéviques considéraient l'Azerbaïdjan et l'important prolétariat de la région pétrolière de Bakou comme un pont vers la Perse et vers l'Orient. Ce pont, les travailleurs iraniens le passeront — en alliance avec la Russie soviétique libérée du joug stalinien par la révolution politique, et sous la direction d'un parti trotskiste, section d'une Quatrième Internationale reforgée. ■

Une syndicaliste américaine contre Carter

Le 16 juillet 1979, des agents du Secret Service américain, chargés de la protection de Carter, entraînaient de force une déléguée, Jane Margolis, hors de la salle où se tenait le 41e congrès de la Fédération des travailleurs américains des télécommunications (CWA). Jane Margolis assistait à ce congrès pour représenter les milliers de travailleurs qui l'ont élue au comité exécutif du "local 9410" (San Francisco) du CWA dans lequel elle intervient depuis des années sur le programme du Militant Action Caucus (MAC). Le MAC est un groupe oppositionnel au sein du CWA qui regroupe des travailleurs défendant un programme d'opposition à la bureaucratie en place, avec le soutien politique de la Spartacist League/US.

L'attaque des agents du Secret Service contre Margolis, qui a eu lieu peu avant que Carter prenne la parole devant le congrès, avait pour but d'empêcher cette déléguée de dénoncer dans son intervention la politique anti-ouvrière du Parti démocrate de Carter. Dans son intervention, elle se préparait à attaquer également la politique de brisage de grève de la bureaucratie du CWA qui place son soutien au Parti démocrate bien au-dessus de la défense des intérêts des travailleurs des télécommunications. Jane Margolis et le MAC sont bien connus pour s'être opposés à plusieurs reprises à l'ingérence du gouvernement dans les syndicats : le matin même Jane Margolis avait essayé de présenter une motion refusant que le congrès du CWA soit utilisé, avec la complicité des bonzes syndicaux, comme plateforme pour Carter. Cette motion fut bureaucratiquement écarter et ne put être présentée au congrès.

De nombreuses protestations émanant de syndicats locaux et bon nombre d'articles dans la presse américaine (*San Francisco Chronicle*, *New York Times* entre autres) ont suivi cette violation de l'un des droits démocratiques les plus élémentaires — la liberté d'expression. La Maison Blanche ayant, bien sûr, fait la sourde oreille à ses demandes de réparation, Jane Margolis a engagé une action en justice contre le Secret Service américain. L'action du Secret Service contre Margolis fait partie d'une forme spéciale d'intervention du gouvernement dans le mouvement ouvrier, destinée à contrôler le "climat" politique dans les syndicats. Cette intervention a montré l'imposture des déclarations du gouvernement comme quoi les opérations du Secret Service auraient été abolies, mais a surtout permis de dévoiler la profon-



deur et l'étendue des "bavures" du gouvernement contre les syndicats.

La cause de Jane Margolis et le procès qu'elle intenta au Secret Service concerne tous ceux qui veulent préserver les droits démocratiques, et en particulier les droits du mouvement ouvrier. L'Union Committee Against Secret Service Harassment (Comité syndical contre les harcèlements du Secret Service) (UCASSH) s'est formé en soutien à ce procès. Concentré principalement dans le CWA, l'UCASSH s'est donné la tâche de faire largement connaître ce procès, de collecter des fonds pour en couvrir les frais et de rassembler autour de lui le plus large soutien dans le mouvement ouvrier et d'une manière plus générale parmi tous ceux qui se sentent concernés par la défense des libertés démocratiques.

Il est dur pour des travailleurs d'intenter un procès — et tout particulièrement contre le Secret Service. Le gouvernement américain a des ressources illimitées. L'UCASSH a besoin de votre aide. Votre soutien, votre signature, votre contribution sont vitaux pour la défense de ces droits. Soutenez le procès de Margolis! Pas d'intervention du Secret Service dans les syndicats américains! ■

Nouvelle guerre froide...

suite de la page 9

La lutte de 1939-40 n'opposait pas directement ceux qui caractérisaient l'URSS comme un Etat ouvrier dégénéré et ceux qui mettaient en question son caractère ouvrier. Shachtman n'avait pas encore décidé que l'URSS était une société de "collectivisme bureaucratique". Sa fraction condamnait simplement les interventions soviétiques en Finlande et en Pologne, tout en promettant qu'au moment donné, dans le futur, elle défendrait l'Union soviétique contre les attaques impérialistes.

Shachtman et ses alliés fractionnels avançaient cette position de "défaïtisme conjoncturel" au nom d'un appui abstrait sur les prolétariats polonais et finlandais ; cela n'a pas qu'une ressemblance superficielle avec la position de la LCR qui parle de mobiliser le minuscule prolétariat afghan pour imposer le retrait des troupes soviétiques. Quant au vacarme sur la "pauvre petite Finlande", on le retrouve aujourd'hui avec les larmes de crocodile des impérialistes sur la violation du "droit à l'autodétermination" de l'Afghanistan.

Il n'est question, ni pour Trotsky, ni pour nous, de préconiser des expéditions militaires organisées par la bureaucratie du Kremlin. Mais ce n'est une raison, ni pour Trotsky, ni pour nous, de les condamner sans tenir compte des forces sociales en conflit. Nous soutenons l'armée soviétique quand elle combat les impérialistes ou des forces soutenues par les impérialistes.

Ce qu'il y a de commun entre tous nos adversaires, comme dans les positions symétriques des staliniens et des sociaux-démocrates, c'est que la caste bureaucratique en URSS est identifiée avec les formes sociales sur lesquelles elle repose. Comme Trotsky a écrit dans *Défense du Maréchal* : "(...) par là, ils montrent seulement que leur propre conception de la 'défense' correspond dans son fond à la conception qu'en ont les opportunistes : ils n'ont pas en tête une politique du prolétariat." Aucun d'eux n'est capable de nuancer contre le courant.

La politique indépendante du prolétariat est la seule issue. Quand Engels parlait de l'alternative entre le socialisme et la barbarie, il ne pensait pas à une guerre nucléaire. Mais c'est la perspective ouverte par les rivalités inter-impérialistes et par la confrontation entre l'imperialisme et l'URSS. Au moment où la révolution prolétarienne est désespérément plus que jamais une tâche objectivement nécessaire, il est évident que ceux qui ne savent pas défendre les positions déjà conquises doivent abandonner d'atteindre de nouvelles.

CEDEC
Workers Vanguard

Syndicalisme étudiant...

suite de la page 2

membres de la Ligue communiste internationaliste récemment exclus des JCR ont eu raison de critiquer la pesante mainmise bureaucratique de la LCR sur ce groupe de jeunes se soi-disant indépendant, mais que pensent-ils que l'OCI fasse dans l'OJCR ?). Dans ce ballet de cercles concentriques de groupes de jeunesse paravant, la couche la plus large n'est même pas explicitement pour le socialisme, sans parler d'être pour la révolution.

Pour le moment, la LCI ne fait que rabâcher le boniment unitaire que nous sommes habitués à suivre de la part de l'OCI, démontrant ainsi qu'il n'y a pas aujourd'hui de divergences fondamentales entre ces centristes droitiers démoralisés et les réformistes de l'OCI. Mais à la longue ces deux groupes ne pourront pas toujours masquer leurs divergences politiques. La campagne unitaire ne fait que préparer le terrain à une autre scission.

Les trotskystes ont un programme pour les universités. Son axe est que le prolétariat doit pouvoir avoir accès aux fruits de la culture bourgeoise — que la jeunesse ouvrière ait plein accès aux universités. Nous réclamons donc des bourses pour que ce soit économiquement réalisable. Contre les institutions bourgeoisées et les conseils d'université, organes de collaboration de classe, nous appelons à aboyer l'administration, et nous avançons la revendication démocratique de contrôle de l'université par les étudiants, les enseignants et le personnel, en réponse à leurs problèmes universitaires, depuis les tracasseries bureaucratiques jusqu'aux problèmes plus généraux comme la répression politique ou les luttes du personnel de l'Education Nationale. Mais ce programme est toujours subordonné à la lutte de classe en général : Mai 68 !

La recherche de nouvelles avant-gardes, la politique du désespoir par rapport à la révolution prolétarienne, ne sont pas la bonne voie. Lénine a dit que chaque génération vient au communisme de sa propre manière. La solution pour les étudiants révolutionnaires est un groupe de jeunesse lénoniste, politiquement subordonné au parti, mais indépendant organisationnellement, qui serait composé à la fois d'étudiants et de jeunes ouvriers et qui centreraient son intervention dans le mouvement étudiant sur la nécessité de faire le lien avec les luttes de la classe ouvrière par l'intermédiaire de la direction politique de cette classe : le parti d'avant-garde. Le choix est clair : soit une quantité innombrable d'organisations "de masse" sur un programme lamentablement minimal, soit la lutte pour construire un tel groupe de jeunesse authentiquement communiste ■

Menottes lambertistes...

suite de la page 12

La révolution cubaine et la révolution chinoise sont les deux phénomènes mondiaux auxquels le trotskisme fut confronté. Aucun courant du trotskisme ne sut répondre rapidement avec une position de principe au nouveau phénomène. Personne ne souligna que si l'expropriation de la bourgeoisie transformait Cuba en un Etat ouvrier — ce qui fut progressiste — l'accès au pouvoir profondément nationaliste fit que le nouvel Etat naquit bureaucratique, ce qui exigeait la révolution politique et la construction d'un parti trotskiste (...).

Il a fallu 19 longues années à l'OCI pour adopter cette position. Au fait, est-ce vraiment une pure coïncidence ? La "nouvelle" position de l'OCI arrive à point pour être brandie, avec une floraison de stalinophiles lambertistes, contre la "nouvelle" direction du SWP. Par contre en 1960-61, c'est-à-dire "rapidement", les prédecesseurs de la tendance spartaciste, la Tendance révolutionnaire du SWP, avaient précisément formulé une telle caractérisation. Ils ont été d'ailleurs exclus du SWP pour cela. La thèse qui veut que Cuba soit un Etat ouvrier déformé et que la bureaucratie doit être renversée par une révolution politique ouvrière dirigée par un parti trotskiste est une position spartaciste caractéristique, et ce depuis bien plus de dix ans.

En fait, les fondateurs de notre tendance furent bureaucratiquement exclus du SWP en 1964 pour s'être opposés à sa capitulation devant le castrisme ce qui était la base politique de la réunification du SWP avec le révisionnisme publique des Mandel, Frank, Maitan pour former le Secrétariat unifié. La Tendance révolutionnaire se serait maintenue dans le cadre du centralisme démocratique d'une organisation réunifiée pour continuer la lutte sur ses positions, tant au niveau national qu'international. Le SWP, qui montrait de plus en plus des appétits réformistes, répondait à notre lutte principielle par la censure politique et par des accusations truquées. Le SU centriste, dans le même sens, se retranchant derrière l'inoffensif Voorhis Act (interdisant l'affiliation à des organisations politiques internationales) refusa de prendre notre appel en considération. Les documents que la Tendance révolutionnaire soumit au SWP (documents

toujours disponibles) au cours de cette bataille fractionnelle cruciale, en particulier "Vers la relance de la Quatrième Internationale", démontrent que la capitulation du SWP n'est pas un phénomène "nouveau" comme le prétend cyniquement le Comité paritaire, mais en fait date des années 1960-61. Le SWP devint contriste sur les questions de Cuba et du nationalisme noir, et définitivement réformiste en 1965-66 quand il a refusé de s'opposer à sa propre bourgeoisie en appelant à la victoire militaire du FNL vietnamien contre l'imperialisme américain. Tout le bavardage du Comité paritaire sur le révisionnisme du SWP ne fait qu'obscurcir la question centrale : quel est le caractère politique du SWP en tant qu'organisation ?

Nous avons dû défendre notre position principielle pour le centralisme démocratique international non seulement contre le "faire-et-laissez-faire" du SU, mais aussi contre le Comité international de Healy et Lambert, qui se réclamaient de la continuité du trotskisme alors qu'il fonctionnait à l'époque selon une variante des pratiques du "cominternisme" de Zinoviev. Le CI appliquait une "discipline" brutale sur les petites sections, mais maintenait une politique de non-ingérence mutuelle vis-à-vis des organisations anglaise et française.

Donc qui sont les réels trotskystes ?

Depuis ses origines, la tendance spartaciste a soutenu que la Quatrième Internationale avait été détruite en 1951-53 par le révisionnisme publique. Le but de la LTF et de la TSI n'est pas de se lancer dans une série de manœuvres imprincipielles basées sur l'idée qu'il y a une "famille" du trotskisme, et partant, que l'on peut remanier et recoller ensemble les organisations existant aujourd'hui sur des lignes politiques contredites et incompatibles. Il n'y aurait ensuite qu'à baptiser ce produit bâtarde la Quatrième Internationale "reconstruite" ou "réorganisée". Nous luttons pour renforcer le parti mondial de la révolution démocratiquement centralisé. Notre lutte pour une tendance authentiquement trotskiste unifiée par le programme et régie par le centralisme démocratique international est totalement opposée à votre "combinationnisme" imprincipiel, et c'est pour ça que vous êtes forcés de nous attaquer, parfois d'une façon coûteusement contradictoire. Ainsi en l'espace d'une semaine vous avez essayé d'abord de façon absurde de nous amalgamer avec le hautement douteux Michel Varga en déclarant que nous prétendions "être" la Quatrième Internationale (Interview avec Nemo, *Informations Ouvrières*, 17-24 novembre 1979), puis dans une volte-face vous nous avez attaqués pour notre position réelle : la lutte pour la renaissance de la Quatrième Internationale (*Tribune Ouvrière*, 24 novembre 1979). En deux décennies de lutte pour renforcer la Quatrième Internationale, notre tendance s'est développée, à partir d'un noyau en Amérique du Nord, en un courant international avec lequel doivent competir tous ceux qui se réfèrent verbalement au trotskisme. Nous avons regroupé nombre de militants subjectivement révolutionnaires venant du SU. Et nous l'avons fait non pas en adaptant notre politique pour former des blocs pourris qui sont aussi instables qu'imprincipiels, mais en restant fidèles au programme trotskiste qui se vérifie chaque jour dans la réalité, de Cuba à l'Afghanistan. Si le Comité paritaire était ce qu'il prétend, il aurait éprouvé un intérêt pressant à débattre les positions de la TSI — ne serait-ce que pour prouver que nous avons tort. Nous savons que l'OCI, la LCI et le Comité paritaire feront tout ce qui est en leur pouvoir pour rendre impossible toute réelle discussion pendant sa "conférence ouverte" — si jamais, il y a une telle conférence. Mais de même que Trotsky n'abandonna pas sa lutte pour gagner des élites subjectivement révolutionnaires des partis staliniens, nous n'abandonnerons pas les militants de la LCI aux menottes bureaucratiques, de Nemo, Just et autres Lambert.

Le 20 mars 1980

Pour la LTF.

- Thibault (LCR 1966-76, direction de ville, Rouen)
- Lesueur (LCR 1967-74, comité central)
- Cochise (LCR 1968-76, Renault-Cleón, CGT)
- Antoine (LCR 1968-75, Société Générale)
- Igor (LCR 1971-74, Société Générale, CGT, CFDT)
- Daru (LCR 1972-76, Elbeuf)
- Hamid (LCR 1972-77, SNCF, Rouen)
- Clément (LCR 1973-76, Elbeuf)

Pour une grève générale...

suite de la page 12

tion dans cette grève. Il n'y a pas de perspective en dehors d'une confrontation révolutionnaire pour les sidérurgistes et les ouvriers de l'automobile menacés, ainsi que pour les autres travailleurs confrontés à des dizaines de milliers de licenciements en raison

de l'état moribond du capitalisme britannique non-compétitif. On a vu la presse bourgeoisie rêver d'un retour à une économie pastoralement en envoyant à la casse l'équipement industriel décrédit du pays, un signe tangible de démoralisation, tandis que, ce qui est bien plus inquiétant, les fascistes se rassemblent dans l'ombre. Pendant ce temps, le cabinet de Thatcher s'entretenait avec Milton Friedman, spécialiste monétaire de la famine, dont le programme ne peut être appliqué à moins d'un coup d'Etat à la chilienne.

Même si les forces, avec leur haine des syndicats, peuvent désirer une telle "solution finale", ils ne peuvent pas l'obtenir pour le moment. Leur vrai problème, c'est l'incapacité de se confronter économiquement à d'autres pouvoirs impérialistes — rappelez-vous que l'Angleterre n'a même pas su gagner la "guerre de la morue" contre l'Islande ! Et l'alternative des capitalistes à une victoire de la grève est une chute encore plus rapide vers la misère et la guerre impérialiste. Seul un parti trotskiste, qui pose clairement les questions et présente un programme de transition menant des luttes du jour à une fédération socialiste des îles britanniques, peut arracher la base ouvrière du Labour à ses dirigeants traîtres pro-capitalistes. Tandis que divers pseudo-socialistes appellent à une nouvelle victoire du Labour et se mettent à la traîne du IUC de Len Murray, il n'y a en Angleterre qu'une seule organisation qui a un programme pour la classe ouvrière, pour donner le coup de grâce au capitalisme britannique. Cette organisation, c'est la Spartacist League, section de la tendance spartaciste internationale, qui lutte pour une Quatrième Internationale reforgée et pour la révolution socialiste mondiale.

Adapté de Spartacist Britain n°12

Protestations...

suite de la page 6

fié, et le journal de la section japonaise a publié un article condamnant l'agression. La Liga Comunista de Chile s'est également jointe à la protestation. Par contre, Bruxelles et la direction de la LCR ont gardé le silence en dépit de sollicitations répétées.

En Allemagne, la conférence nationale du GIM, section allemande du SU, a voté à une large majorité de s'associer à la protestation. Mais l'article de *Das Tasch*, journal du GIM, reprenait les mensonges du syndicat étudiant de l'Université de Francfort et des maoïstes : "des témoins sont unanimes pour dire que la confrontation a été déclenchée par les deux côtés, maoïstes et TLD (...). Le GIM condamne cette forme de confrontation politique, et en particulier l'attaque contre Fred Z. (...) La TLD ne rend facile à personne de la défendre (...) — les "témoins" étant les petits bureaucrates du syndicat étudiant et les compagnons de route des maoïstes et des réactionnaires islamiques ! Ce mépris éhonté d'une décision de la plus haute instance du GIM a soulevé un tollé de protestations au sein du GIM et des déclarations de solidarité publiques avec la TLD ont émané des groupes du GIM à Berlin-Ouest et Tübingen.

Les différents groupes du "Comité paritaire" de Lambeth-Moreno se sont divisés sur la question élémentaire de la défense de la gauche contre la violence droitière. Le groupe suédois de la Fraction bolchevique a rapidement adopté une position principielle, en écrivant à la TLD qu'il était "de notre devoir évident de nous solidariser avec les victimes de cette attaque réactionnaire". Mais chez les lambertistes, la stalinophobie a pris le dessus. Le Comité paritaire défend à cor et à cri les victimes de la gauche de la répression sandiniste au Nicaragua. Mais dès qu'il s'agit de défendre des trotskystes frappés par les couteaux des maoïstes et des réactionnaires islamiques aux cris de "Mort au trotskisme" pour avoir défendu l'URSS, c'est une autre histoire. Les stalinians étaient l'incarnation du Mal, les partisans d'un Etat théocratique devenu progressiste. C'est ainsi qu'une dirigeante lambertiste à Berlin, Ingeborg Schwenger, a dit qu'elle trouvait "juste" l'attaque criminelle contre la TLD. A Paris, la direction de la LCI, de peur d'attraper le virus spartaciste, nous a simplement renvoyé la déclaration de protestation sans commentaires. Ces gens-là siqueraient sans hésiter n'importe quelle pétition en faveur de ceux qui font appel à l'impérialisme contre l'URSS (Sakharov) ou même fournissent des renseignements à la CIA (Chicharovsky) — mais s'associer à la défense des trotskystes poignardés pour avoir défendu l'Union soviétique ? Jamais !

Tout comme les étudiants iraniens pro-Khomeiny qui ont essayé de perturber des meetings de la Spartacist League/Spartacist Youth League aux Etats-Unis l'année dernière, les réactionnaires afghans et leurs complices maoïstes en Allemagne apprendront que la voix du trotskisme authentique aura à faire entendre ! En posant dans le sang la question russe, cette attaque criminelle n'a fait que renforcer la détermination de la TLD à gagner de nouvelles recrues au trotskisme. Salut à la Tribune Ouvrière communiste ! Salut à la Tribune révolutionnaire communiste ! Ecrasez la réaction islamique ! **OGBUO** nous taurons pas ! ■

Les menottes lambertistes se referment sur la LCI

LA LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE DEFIE LE COMITE PARITAIRE POUR LA RECONSTRUCTION (REORGANISATION) DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE DE L'INVITER A SA CONFERENCE OUVERTE EN TANT QU'OBSERVATEUR

Au comité directeur de la LCI

La vie de la LCI, comparée à celle d'autres organisations, risque d'être bien courte et aux dires de certains, la fin pourrait être brutale.

Vous êtes sortis, drapeau déployé, du congrès de la LCR en octobre dernier, proclamant bien haut qu'il ne fallait rien moins qu'un parti et un programme trotskystes au Nicaragua. Vous promettiez un nouveau début pour le trotskyisme en France aux quelques centaines de militants qui, écourés par le grossier liquidationnisme de Mandel, Krivine et Cie, et sentant la scission, sont venus en peu de temps gonfler les rangs de la LTF. Mais où en est aujourd'hui la LCI ? Elle se retrouve du côté des mullahs afghans soutenus par la CIA ; ses militants sont confinés dans des cellules sans vie politique ; il n'y a aucun débat, comme on aurait pu s'y attendre vu le caractère hétérogène et mouvementé de la scission ; on spécule sur la date et non sur la nécessité d'une fusion avec l'OCI, et on fait campagne pour l'élection de Marchais et de Mitterrand. Encore et toujours. Comme dans la LCR. Seules les formulations des pétitions ont changé.

Dès le début, vous, la direction de la LCI, vous avez tout fait pour dresser une cloison étanche entre les éléments de gauche de la LCI et la LTF. S'il y avait une fraction "spartaciste" à l'intérieur de la LCI, elle serait basée sur un programme trotskyste. Cette fraction serait opposée à la fois à l'écoeurante stalinophobie social-démocrate de Lambert-Nemo et au suivisme centriste des publistes. C'est vous qui avez insisté que tout militant de la LCI risquait de se voir attaqué pour spartacisme s'il avait quelque réserve vis-à-vis de l'OCI ou s'il pensait que l'on peut se battre pour la redresser et bien sûr s'il possait trop de questions ou s'il voulait simplement lire lui-même nos analyses sur son organisation. Vous n'avez pas beaucoup aimé qu'un mois après la scission nous posions la question gênante : "Nemo passera-t-il les menottes lambertistes à la LCI ; où va la LCI ?"

Votre réponse nous a laissé entendre que nous avions touché un point sensible : intimidations physiques, menaces de nous "exclure" du mouvement ouvrier, accusations d'être des flics, et autres calomnies, autant de tactiques dans le style de Staline destinées à étouffer tout débat dans la LCI. Le 13 novembre 1979, le service d'ordre de l'OCI attaquait nos vendeurs en face de la Mutualité, et les militants de la LCI ont été obligés d'approuver de tels actes sous peine d'être soupçonnés d'avoir des sympathies pour la LTF. Cela rappelle une tactique analogue, bien qu'à un niveau différent, utilisée par les staliens grecs et qui impliquait les nouveaux membres dans le meurtre de trotskystes pour tracer une ligne de sang.

La campagne sur les provocateurs n'a pas très bien marché : le plus fanfaron des bravaches a été obligé d'en rabattre. Le cynisme derrière vos calomnies est manifeste : par mal de vos cadres, sans compter nombre de vos militants à Paris et à Rouen, ont travaillé pendant des années avec des camarades qui sont aujourd'hui militants de la LTF. En 1974, Nemo lui-même signait avec le camarade Lesueur un document dans la Ligue communiste : Lesueur a continué son cheminement jusqu'à rompre avec le publisme et a rejoint la TSI, tandis que Nemo, après une courte et superficielle investigation de la tendance spartaciste, a passé les trois années suivantes en compagnie d'Ulysse comme représentant du SWP qu'ils honnissent aujourd'hui.

Vous nous traitez de provocateurs parce que nous caractérisons le SWP de réformiste. Qu'auriez-vous dit de Lénine qui caractérisait de "renégat" Kautsky dont le révisionnisme était moins conséquent que le réformisme de l'OCI d'aujourd'hui, et qui parlait de la Deuxième Internationale comme d'un "cadavre puant". Deuxième Internationale que l'OCI voit

comme un modèle. Que nos caractérisations politiques précises vous offensent n'a rien à voir avec des questions de langage mais montre votre peur de la clarté politique et du débat.

Si les pires instinations tentent à disparaître, au moins en public, les tentatives d'intimidation physiques continuent. De plus, vous refusez à quiconque connu pour avoir été un jour proche de la LTF, de rentrer dans la LCI, ou vous lui imposez une confession compromettante, ou encore, une fois à l'intérieur, vous le traquez et lui interdisez de lutter pour des positions politiques qui ne seraient pas tirées intégralement d'*Information Ouvrière*. En vérité, la LCI devient rapidement un goulet lambertiste. A quand les procès à grand spectacle ? Même vous, les dirigeants, vous avez tellement peur d'être influencés par le "virus" spartaciste que vous refusez de toucher au courrier de la LTF. Quand vous nous avez retourné notre demande d'abonnement à *Tribune Ouvrière*, nous avons trouvé ça drôle. Mais lorsque vous nous avez renvoyé notre communiqué de presse rendant compte de l'attentat dont a été victime notre camarade Fred Zierenberg, nous vous avons caractérisés pour ce que vous êtes : des petits bureaucrates apeurés et sectaires, des stalinophobes pro-mullahs. Cette attaque à coup de couteau par des maoïstes et des réactionnaires afghans, et qui a failli coûter la vie à notre camarade, a été rapportée et/ou condamnée entre autres dans la presse du SWP américain, des sections allemande, japonaise et suédoise du SU, de la Fraction bolchévique suédoise, du KPD et du SED allemand ainsi que par de nombreux représentants du SPD.

La position formellement à gauche exprimée à propos du Nicaragua et qui a été utilisée comme prétexte par la LTF et la Fraction bolchévique de Moreno pour scissionner le SU s'est, comme nous l'avions prédit, rapidement avérée être bien éphémère. L'Iran et particulièrement l'Afghanistan ont révélé la politique réelle des dirigeants du Comité paritaire. Comme nous l'expliquions dans un tract distribué au dernier congrès de la LCR :

"Dans une caricature grotesque de leur enthousiasme typique pour des forces non révolutionnaires, toutes les ailes du SU (ainsi que l'OCI) sont coupables de la trahison criminelle de soutien aux mullahs. Elles étaient toutes unies pour arguer que la venue au pouvoir de Khomeiny était une victoire pour les ouvriers et elles ont toutes continué à appeler à la défense de la 'révolution' iranienne quand leurs propres camarades ont été arrêtés et menacés d'être exécutés. Et elles étaient toutes unies pour dénoncer le mot d'ordre de la TSI 'A bas le chah ! A bas les mullahs !' comme sectaire et contre-révolutionnaire."

Et bien évidemment, l'OCI et les moréniens se sont retrouvés pour glorifier la spectaculaire diversion à la lutte des masses ouvrières et des minorités nationales que représentait la prise de l'ambassade amé-

ricaine par les "étudiants islamiques" loyaux à Khomeiny.

Puis, quand l'Armée rouge est entrée en Afghanistan pour écraser les soulèvements réactionnaires des divers groupements tribaux monarchistes et religieux qui veulent, en collaboration avec la CIA, instaurer aux frontières de l'Union soviétique une "République islamique" du genre de celle de l'imam Khomeiny et du général Zia au Pakistan, vous êtes empressés, avec les moréniens et l'OCI d'attaquer... l'Armée rouge. Les moréniens, par l'intermédiaire de leur section italienne ont titré : "Troupes soviétiques hors d'Afghanistan !" (*Avante Proletaria*, 12 janvier). Et dans la foulée de l'OCI et du Comité paritaire, qui nient que les mouvements dirigés par Khomeiny et les mullahs afghans aient un "caractère religieux", dans le même article, les moréniens italiens ont appelé à étendre la "révolution iranienne" en URSS ! C'est-à-dire qu'ils appellent à la restauration du capitalisme. Les slogans de la LTF "Salut à l'Armée rouge" et "Etendez les acquis de la Révolution d'Octobre" tracent la ligne de classe en Afghanistan aujourd'hui, mais vous, qui étiez si fiers, lorsque vous étiez dans la LCR, de votre opposition au boycott des Jeux de Moscou, vous rentrez dans le rang dès que Lambert claque des doigts et vous refusez à présent de défendre les acquis de la Révolution d'Octobre, à un moment où les menaces impérialistes contre l'Union soviétique s'accroissent.

La ligne de l'OCI sur l'Afghanistan représente la dernière expression contre-révolutionnaire de sa stalinophobie : quiconque s'oppose aux staliens, y compris les mullahs réactionnaires, doit bien avoir quelque chose de positif. C'est la même méthode stalinophobe que la LTF et l'OCI ont appliquée au Portugal, l'été 1975, en se solidarisant avec les "mobilisations de masse" que dirigeait le PSP (soutenu par la CIA) et qui attaquaient et brûlaient les locaux du PCP. Les moréniens qui se plaisaient alors à jouer les opposants de gauche dans le SU adoptent maintenant la cause de l'anti-soviétisme en Afghanistan qui sied à leur identification aux nationalistes tiers-mondistes, y compris dans leurs formes les plus réactionnaires.

Aujourd'hui, ces petits bureaucrates stalinophobes annoncent qu'ils sont en train de mettre sur pied une conférence soi-disant ouverte "de toutes les organisations trotskystes". Bien sûr, nous savons bien que l'OCI et ses agents dans la direction de la LCI se réservent le droit de juger qui peut ou ne peut pas se réclamer du trotskyisme. Nous défions le Comité paritaire de nous admettre comme observateur à sa "conférence ouverte". Voyons qui peut se réclamer, à juste titre, des principes du leninisme et de la précision trotskyste au vu de son passé politique.

Prenons le cas de Cuba. *Tribune Ouvrière* déclare : suite page II



Passe de Khyber:
Brzezinski visant
l'Afghanistan. Ce que l'OCI
et la LCI veulent cacher:
l'impérialisme
américain avec les mullahs
contre l'Armée rouge

Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC